



United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

LES FEMMES, L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LE  
DEVELOPPEMENT

**RAPPORT D'ÉVALUATION DU PROJET SEXENNAL DE  
RESEAUX UNITWIN ET CHAIRES UNESCO**

Anne Holden Rønning

Professeur associé à l'Université de Bergen, Norvège  
et présidente de la Commission du statut de la femme,  
Fédération internationale des femmes diplômées des universités

juillet 2001

Cette évaluation a été rendue possible grâce aux informations fournies par les titulaires de chaires UNESCO et responsables de réseaux UNESCO et par le personnel de l'UNESCO. L'auteur remercie particulièrement le Dr Mary Louise Kearney, Liliana Simionescu et les membres de la Division de l'enseignement supérieur, Breda Pavlic, de l'Unité pour la promotion de la condition de la femme et de l'égalité des sexes, et Namtip Askornkol, de la Division de l'éducation de base, et tient à leur exprimer sa gratitude pour leur disponibilité et pour leurs précieux commentaires et suggestions.

## Table des matières

### Résumé

<b>Première partie : Introduction et antécédents du projet</b> .....	8
Concept du projet .....	8
Résultats attendus .....	10
Modalités de mise en œuvre .....	11
Les femmes, l'éducation et le développement humain durable .....	11
Les femmes et l'enseignement supérieur .....	15
Les femmes et la gestion de l'enseignement supérieur .....	16
Les femmes et les sciences.....	18
<b>Deuxième partie : Analyse des chaires et réseaux</b> .....	19
Réseau ACU/UNESCO/ Secrétariat du Commonwealth.....	19
Réseau IOHE/OUI/UNESCO/UNITWIN .....	22
Chaire CCRW, Oxford.....	25
Chaire UNESCO/AUA : Les femmes et les sciences en Afrique australe .....	28
Chaire AUA/UNESCO : Les femmes et les sciences en Afrique occidentale.....	31
Chaire sur les femmes, la santé communautaire et le développement durable (Kenya) ..	33
Chaire sur le développement durable et les questions de genre (Brésil).....	37
<b>Troisième partie : évaluation et recommandations</b> .....	40
Pertinence et efficacité.....	40
Durabilité .....	40
Recommandations.....	41
Conclusion .....	45
Indications bibliographiques .....	47

## Résumé

### *Introduction*

A la suite du *Programme d'action* de Beijing, l'UNESCO a décidé en 1995, dans le cadre du Programme UNITWIN et Chaires UNESCO lancé en 1991, d'affecter sept programmes d'enseignement et de recherche dans le domaine de l'enseignement supérieur à des programmes spécifiquement liés à la question du genre pour promouvoir le développement humain durable, et de faire en sorte que les femmes participent pleinement aux processus qui rendraient l'opération viable.

Le but du projet **les femmes, l'enseignement supérieur et le développement** était *l'autonomisation des femmes*, avec une insistance particulière sur l'importance des liens de la recherche avec les communautés locales et la société civile. Cela supposait une meilleure *acquisition* par les femmes des compétences propres à leur assurer une plus grande implication dans la *réforme* et la *gestion* des systèmes et des institutions d'enseignement supérieur. Un troisième objectif était *l'inclusion d'une dimension de genre* dans les disciplines universitaires *directement liées au processus de développement*.

Le projet visait encore à faire en sorte que les compétences acquises par les femmes aient autour d'elles un *effet multiplicateur* sur les autres femmes, et à accroître le nombre de femmes et de jeunes filles dans les domaines de *l'enseignement scientifique formel*.

Les *modalités de mise en œuvre* fondamentales sont : des séminaires de formation, des ateliers et des bourses de courte durée, des recherches pratiques, des actions de sensibilisation et une coopération inter-universitaire.

Trois domaines principaux sont actuellement couverts par les chaires : **les femmes dans la gestion de l'enseignement supérieur, les femmes et les sciences** et **l'engagement de l'enseignement supérieur envers la communauté**.

UNITWIN/UNESCO a fourni un capital d'amorçage, avec l'espoir que des bailleurs de fonds prendraient le relais.

### *Analyse des chaires et réseaux*

L'évaluation qui suit repose sur une analyse des rapports biennaux pour 1996-1997 et 1998-1999, sur un examen des résultats de chacun des sept projets et sur les principales conférences mondiales qui ont mis l'accent sur la question des femmes et de l'éducation.

### **Réseau ACU/UNESCO/Secrétariat du Commonwealth : Les femmes dans la gestion de l'enseignement supérieur**

#### *Résultats*

- Des *modules de formation à la gestion* et des *séminaires de formation* ont eu lieu en Afrique du Sud (1996), à Sri Lanka (1997), en Inde (1998), en Malaisie et au Nigeria (1999) et à la Barbade (2001), pour examiner les défis auxquels les

femmes sont confrontées dans les institutions d'enseignement supérieur, et la manière dont elles peuvent utiliser leur expérience socio-culturelle pour contribuer à la redéfinition de leur rôle dans la société et au travail, et pour créer au niveau local une équipe de personnes-ressources pouvant continuer à mettre en œuvre et à faire fonctionner des programmes et ateliers de ce genre.

#### **Publications**

- *Women and Management in Higher Education. A Good Practice Handbook*, manuel réalisé en 2000 par Jasbir K.S. Singh sous les auspices du Projet spécial de l'UNESCO.
- June Gleeson, *EEO Case Studies: Good Practices Guidelines. A Synthesis*, UNESCO, 1998.

**Impact :** Les activités de ce programmes illustrent les meilleures pratiques dans un certain nombre de pays du Commonwealth, et ce qui précède fait clairement apparaître que ces pratiques ont un fort potentiel de reproduction et d'adaptation dans d'autres contextes.

### **Réseau IOHE/OUI/UNITWIN : Les femmes et le développement social**

#### **Résultats**

- Le *Collège des Amériques* (COLAM), créé en 1997, offre à ses étudiants une perspective inter-américaine et interdisciplinaire sur la diversité culturelle, sociale, économique et politique du continent américain.
- Un séminaire sur le thème *Femmes et démocratie* s'est tenu à Montréal en 1999.

#### **Publications**

- Sheryl Bond, *Service and Self-Respect: Women Leaders in Latin American Universities*, UNESCO, 1997.
- Anne Holden Rønning et Mary-Louise Kearney, *Graduate Prospects in a Changing Society*, IOHE-UNESCO, 1998.

**Impact:** Le réseau a renforcé son domaine d'activité initial (la gestion universitaire) et l'a élargi à un champ d'action plus large pour promouvoir divers aspects du développement social dans lesquels le genre joue un rôle essentiel.

### **Chaire UNESCO « Genre, culture et développement », Oxford, Leyde, universités africaines**

#### **Résultats**

- Onze échanges universitaires ont été organisés entre Oxford et les universités de Buéa (Cameroun) et Dar-es-Salaam (Tanzanie), comprenant conférences et symposiums (Buéa, 1998), ateliers (Lusaka, 1998) et un *atelier d'information* pour les organisations de femmes (Buéa, 1998). L'université de Buéa a également produit deux brochures et prévu un programme de formation destiné aux femmes.
- Trois euro-conférences ont eu lieu en 1999, à Oxford (*Genre, enseignement supérieur et développement*), Dublin (*Femmes et résolution des conflits*) et Leyde (*Migration et genre*).

**Impact:** Son travail de recherche et sa capacité à développer des réseaux font de cette chaire une source essentielle d'information. La planification de ce programme

a été excellente, mais ses résultats ont été freinés par le manque de financement et d'autres problèmes.

### **Chaire UNESCO/AUA : Les femmes dans le domaine des sciences et de la technologie, Universités du Swaziland, du Botswana, de Pretoria, de Rhodes et de Stellenbosch**

#### **Résultats :**

- Des *équipes de recherche* ont été réunies à partir des universités de la sous-région, en vue de mener des recherches scientifiques adaptées à la région.
- En 1997 a été créé le réseau WISTAN (*Women in Science and Technology in the Southern Africa Network*), formé de groupes de recherche sur l'environnement, la santé, l'alimentation et l'agriculture, la nutrition et l'enseignement scientifique et technologique. WISTAN a publié deux *bulletins*.
- Un *programme pilote* a mis en place une procédure visant à mettre en valeur la relation entre la science « formelle » et les activités rurales du quotidien, et a réalisé une étude de cas à l'école primaire de la Mission d'Usuthu, au Swaziland (1997).
- Des *projets communautaires* ont été consacrés à la promotion des connaissances scientifiques élémentaires chez les femmes en milieu rural : l'un consacré à l'utilisation de l'eau, un autre, avec une approche multidisciplinaire, à l'usage médicinal des plantes locales.
- *Production d'une vidéo* sur le parcours et la vie de femmes scientifiques d'Afrique australe.

**Impact :** Le projet continue de mettre fortement l'accent sur la constitution de réseaux parmi les femmes scientifiques, afin de renforcer leur position dans le monde de la recherche et dans la gestion scientifique des institutions auxquelles elles appartiennent. WISTAN a éveillé un intérêt considérable dans la région et s'annonce très prometteur pour la mobilisation des femmes et la mise en place de collaborations de recherche, mais le programme souffre de l'insuffisance du soutien financier que lui accordent les institutions dont proviennent ses membres.

### **Chaire AUA/UNESCO : Femmes, science et technologie - University of Science and Technology de Kumasi, Ghana ; Gambie, Sénégal, Togo**

#### **Résultats**

- La chaire coordonne désormais un réseau d'activités dans quatre pays.
- Des *ateliers pour les professeurs de sciences* se sont tenus au Ghana, au Sénégal, au Togo et en Gambie.
- Des « *cliniques scientifiques* » ont permis d'améliorer l'interaction avec les étudiantes et l'apprentissage des techniques de production de matériel didactique.
- Des « *cliniques scientifiques* » *nationales* destinées aux jeunes filles visent à remédier au déséquilibre entre hommes et femmes dans les domaines scientifiques à l'école, au moyen d'un enseignement audio-visuel et d'expériences pratiques, ainsi que de contacts interactifs avec des modèles susceptibles d'être imités.
- Un livre sur les femmes dans les domaines scientifiques, "*You want to go to Tech ?? " An Examination of the Hidden Curriculum*, comportant des essais biographiques sur des femmes scientifiques au Ghana, au Pakistan, au Nigeria, au Maroc, en Tunisie, au Mexique et en Argentine, a été publié. Ce projet est soutenu par l'UNESCO/BREDA.

- Un documentaire *vidéo* sur les activités de la Chaire AUA/UNESCO a également été produit, et un bon reportage photographique sur certaines des réalisations du projet est également disponible.

**Impact :** Dans chaque pays, le réseau de personnes-ressources et groupes-ressources qui a été établi aide à poursuivre et à renforcer l'élan du projet. Les programmes de la chaire ont réussi à susciter une prise de conscience du besoin urgent que représente l'éducation des femmes en général, et dans les domaines scientifiques en particulier, comme l'a indiqué le dernier rapport.

### **Chaire : « Femmes, santé communautaire et développement durable » - Université de Nairobi, Kenya**

#### **Résultats**

- Un *atelier de planification stratégique* (1997) a défini les termes de référence de la chaire et publié quelques articles.
- Une *étude pilote* était destinée à planifier une *étude initiale* approfondie sur la transition de l'enseignement préscolaire à l'éducation de base dans les zones arides et semi-arides du Kenya.
- Des *projets pilotes* ont été consacrés à la fabrication par les femmes de briques vendues au sein des communautés locales et à la transition de l'éducation non-formelle à l'éducation formelle. Ce dernier a produit plusieurs documents destinés à la formation de base.

#### **Publications**

- *Poverty Revisited*, rapport de recherche de Judith Bahemuka.
- *Transition from Pre-School to Secular Basic Education. The Role of Higher Education*, rapport de recherche qui a eu pour objet différents types d'enseignement pré-scolaire dans le district de Garissa.
- *Community-Based Preparatory Work and Preparation for the Pilot Project*, rapport remis à l'UNESCO (1998).

**Impact :** La chaire a mis en place des méthodologies de recherche à l'échelle communautaire applicables à l'étude de l'éducation de base et de la santé communautaire pour les femmes. Elle est fortement soutenue par les autorités universitaires et projette de s'étendre à d'autres universités d'Afrique australe et orientale. Elle a étudié les moyens d'intégrer aux programmes scolaires des connaissances utiles pour la vie

### **Chaire UNESCO sur le développement durable et les questions d'équité entre les sexes, Université fédérale de Rio de Janeiro (Brésil)**

#### **Résultats**

- *Alphabétisation* pour les femmes issues de groupes minoritaires défavorisés dans la ville de Rio de Janeiro.
- *Mobilisation sociale et participation communautaire* centrée sur la formation des femmes en vue de leur implication dans un programme environnemental destiné à améliorer localement la qualité de la vie et à réhabiliter un environnement côtier dégradé.
- Un séminaire intitulé « *Mobilisation sociale et participation communautaire* », tenu en 1998, a examiné les résultats. Parmi les documents produits, une vidéo

intitulée *Mulheres fora d lugar (Women out of Place)* a été réalisée, et une banque de données a été mise en place.

- Des cours d'éducation civique ont été organisés pour permettre un apprentissage des droits en matière de santé, d'éducation, etc.

**Impact :** L'approche interactive qui a été celle du programme forme également les jeunes étudiants et chercheurs aux stratégies et à l'application de connaissances, et offre un soutien novateur. Ce projet est pertinent et de qualité. La souplesse de ses modalités de mise à jour des contenus, lui permet d'assurer une meilleure coordination entre recherche et formation.

### ***Evaluation et recommandations***

La pertinence de ce Projet spécial concourt aux objectifs du programme UNITWIN et Chaires UNESCO en renforçant la coopération entre institutions d'enseignement supérieur, mais il contribue aussi considérablement à étendre les liens entre les institutions d'enseignement supérieur et le développement humain durable.

Les réseaux fonctionnent bien, et entretiennent des liens avec les contextes locaux pour la mise en œuvre des programmes. Le fait qu'ils aient des sources de financement diverses rend possibles des programmes variés. Au cours de l'évaluation de la Chaire d'Oxford et des réseaux, il a été difficile de distinguer entre les résultats qui procèdent directement du projet de l'UNESCO et ceux qui ont été obtenus sous d'autres auspices. Une spécification plus claire de ces activités rendrait plus visible l'impact du projet de l'UNESCO.

Les chaires de la région Afrique doivent être considérées comme un tout, non seulement parce qu'elles traitent de sujets comparables, mais plus encore parce qu'elles se concentrent sur les principaux problèmes d'environnement, d'éducation et de société du continent africain. Il est regrettable que les financements aient été si difficiles à obtenir et que les organisations bailleuses de fonds et les ONG n'aient pas, sauf exceptions, participé plus activement et apporté plus de soutien aux programmes.

La diversité d'impact des différents programmes illustre la diversité des approches et des stratégies innovantes destinées à accroître la participation des femmes et des filles à tous les niveaux de la société. L'importance des liens avec la base ne doit pas être sous-estimée. L'un des résultats de ces programmes est que la pertinence du travail de recherche au niveau communautaire a été renforcée, et qu'une nouvelle perception de l'université comme acteur social a émergé.

Pour ce qui est de l'efficacité, on ne peut qu'admirer les efforts déployés, compte tenu du manque de financements. Toutefois, certains des programmes présentent le danger d'être trop liés à la personnalité de leur responsable, et de ce fait très vulnérables si le successeur de celui-ci – à supposer même qu'il y en ait un – n'était pas aussi efficace.

La durabilité de ces programmes dépend, néanmoins, du soutien économique dont ils bénéficient et des équipes d'experts qui leur sont affectées. Le lien avec le développement durable suppose un engagement, au niveau national, à financer ces

activités et à leur donner un caractère prioritaire, et l'on peut se demander pourquoi ce principe n'a pas été suivi d'effet.

### **Recommandations**

Il est essentiel que le *Projet spécial sur les femmes, l'enseignement supérieur et le développement* se poursuive, et que ses problèmes financiers soient traités. Pour la suite du Projet spécial, l'objectif principal devrait être de continuer à préférer aux discours les solutions pratiques.

### **Recommandations pour l'UNESCO**

1. Les *paramètres d'évaluation* doivent être fixés par l'UNESCO.
2. *Critères de contrôle de qualité*. Des directives en ce sens doivent être définies et mises en pratique. De telles directives doivent aussi comprendre des facteurs d'analyse des conséquences qui seraient utile pour l'obtention de financements.
3. *Financement*. Des stratégies doivent être élaborées pour résoudre les problèmes de financement de ces projets.
4. Des *critères de procédure* doivent être définis.

### **Recommandations pour les programmes de chaires et réseaux**

5. *Ateliers et séminaires de méthodologie et de stratégie*. Les ateliers et séminaires actuels doivent continuer à diffuser des exemples des meilleures pratiques.
6. Des *manuels régionaux sur les meilleures pratiques* doivent être élaborés et financés par les bureaux régionaux.
7. Des *programmes de formation transdisciplinaire à la compréhension de la diversité culturelle* dans les pays développés comme en développement doivent inclure à la fois théorie et pratique.
8. *Programmes d'initiation*. Le besoin est criant de programmes d'initiation à la *santé, aux droits humains et au droit, à l'économie et à l'informatique*, particulièrement pour les femmes.
9. *Programmes de recyclage pour néo-alphabétisés*.
10. Les *programmes interdisciplinaires* doivent être poursuivis, étendus, et orientés vers des cibles spécifiques telles que les systèmes de gestion de l'eau, l'information et la prévention en matière de VIH/Sida, et l'enseignement scientifique et technologique.
11. Un *matériel didactique prenant en compte les questions de genre et de culture* doit être élaboré.

12. Coopération avec les ONG pour les projets et le financement.

13. *Banque des talents des femmes diplômées*. La banque des talents des femmes proposée par l'UNESCO pourrait être reliée aux chaires, puisque celles-ci sont en contact avec les femmes concernées.

14. *Bulletin*. Pour accroître la visibilité du Projet spécial, un bulletin résumant quelques-uns des programmes et des actions mis en œuvre pourrait être publié.

15. *Sites Web*. Il conviendrait d'obtenir un financement pour permettre à chaque réseau et à chaque chaire d'établir un site Web destiné à diffuser les résultats des projets.

16. Les programmes d'*apprentissage virtuel* doivent être suivis, évalués et développés.

17. *L'éthique de la génétique et des biotechnologies*, dans laquelle doit être intégrée une dimension de genre, doit faire partie des programmes scientifiques.

18. *L'intégration des sexes dans les médias*. Des programmes de formation à l'interprétation des médias doivent être prévus et mis en œuvre.

19. *L'implication des hommes* dans les programmes est souhaitable.

### **Conclusion**

Les résultats positifs du Projet spécial sont conformes aux objectifs qui avaient été définis lors de son lancement. Il a mis en œuvre avec succès des programmes et des projets destinés à accroître l'accès et la participation des femmes aux sciences et à des postes de responsabilité à tous les niveaux de la gestion des institutions d'enseignement supérieur. Fondamentalement, malgré les obstacles, le Projet Spécial sur les femmes, l'éducation et le développement a obtenu des résultats utiles et dignes d'intérêt.

De nombreux exemples des meilleures pratiques ont été présentés par l'intermédiaire de ses programmes interdisciplinaires. Toutefois, les évolutions de carrière des participantes aux programmes devraient être décrites et intégrées dans les prochains rapports pour rendre visible l'impact des projets. Pour l'avenir, la tâche est de mettre en œuvre ces programmes dans d'autres enceintes, de leur donner un effet démultiplicateur et d'accroître leur visibilité.

Anne Holden Rønning

Bergen, juillet 2001

## **EVALUATION DU PROGRAMME SEXENNAL DE L'UNESCO**

### **« LES FEMMES, L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LE DEVELOPPEMENT »**

#### **Première partie**

##### **1. Introduction et antécédents**

La présente évaluation a été commandée par l'UNESCO en 2001 et a été réalisée à partir de documents et d'informations tirés de rapports et fournis par le personnel de la Division de l'enseignement supérieur et d'autres services de l'UNESCO. Une première ébauche de ce rapport a été remise le 4 mars 2001.

L'objet de cette évaluation est :

- a) de définir les objectifs et les antécédents du programme ;
- b) d'évaluer le travail accompli et l'état actuel du Programme Spécial, en définissant sa pertinence et son impact ;
- c) de formuler des recommandations pour les évolutions à venir du programme.

L'évaluation repose sur une analyse des rapports biennaux des années 1996-1997 et 1998-1999, sur un examen des résultats de chacun des sept projets du programme et sur les principales activités consacrées à la question du genre et de l'éducation, telles que le débat thématique sur les femmes qui s'est tenu dans le cadre de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (1998) et la table ronde sur les femmes et le développement durable organisée à New York en 2001.

L'analyse critique des rapports, intégrée dans l'examen des réalisations et des résultats du projet, constitue la partie principale de cette évaluation. Ce parti a été pris afin de permettre la diffusion de l'information relative au travail accompli par les sept programmes, et d'accroître ainsi leur visibilité tout en faisant connaître des exemples des meilleures pratiques.

Aucun format particulier n'ayant été employé ou fourni par l'UNESCO, les rapports sont très différents les uns des autres et, partant, difficiles à évaluer d'un point de vue comparatif. Il aurait été utile qu'ils fussent plus critiques quant aux résultats et aux problèmes de financement rencontrés. L'absence de rapports récents, postérieurs à 1998-1999, gêne également l'évaluation. Je suggérerais donc qu'après la réunion de septembre 2001 un appendice soit ajouté au rapport pour exposer la situation à ce moment.

##### **2. Concept du projet**

A la suite du *Programme d'action* de Beijing, l'UNESCO a décidé en 1995 que sept programmes d'enseignement et de recherche dans le domaine de l'enseignement supérieur seraient spécifiquement consacrés à la question du genre, en vue de

promouvoir le développement humain durable et de faire en sorte que les femmes participent pleinement aux processus qui le rendront viable. Il s'agit là du suivi d'une stratégie en trois volets, exprimée par l'UNESCO dans *Women, Gender and development* (1995) :

- *Faire prendre en compte les sexospécificités* dans tout le processus d'élaboration des politiques, de planification, de programmation, de mise en œuvre et d'évaluation ;
- *Encourager la participation des femmes à tous les niveaux et dans tous les domaines* d'activité, en accordant une attention particulière aux priorités et aux perspectives des femmes elles-mêmes dans la redéfinition tant des objectifs que des moyens du développement ;
- *Mettre sur pied des programmes et des activités spécifiques* au bénéfice des femmes et des jeunes filles, particulièrement lorsqu'ils favorisent l'égalité, le développement des capacités endogènes et la pleine citoyenneté (*Egalité et équité entre les genres*, 2000, 6).

Ce projet, qui est la mise en œuvre d'activités de l'UNESCO dans le domaine de l'enseignement supérieur (Programme « Enseignement supérieur et développement ») est mené dans le cadre du programme UNITWIN et Chaires UNESCO lancé en 1991 pour « renforcer la coopération internationale entre les institutions d'enseignement supérieur et les programmes au moyen de jumelages et autres mises en place de réseaux et encourager la solidarité universitaire en faveur des pays en voie de développement ». (Brochure d'information UNITWIN / UNESCO). L'un des traits essentiels de ce programme est le transfert et l'échange de connaissances et, de ce fait, de compétences entre pays développés, en développement et en transition.

***Les femmes, l'enseignement supérieur et le développement*** a été conçu comme un exemple concret de la manière dont pourrait fonctionner pratiquement un tel programme, en poursuivant les programmes de chaires et projets de recherche existants, et en en lançant de nouveaux. Le but de ce projet était de soutenir et d'encourager la prise en compte des sexospécificités dans l'enseignement supérieur, par la création de centres d'excellence et le renforcement du travail que mènent déjà en faveur de l'équité entre les sexes les centres existants. Son objectif est triple :

- a) une plus grande implication des femmes dans la *réforme et la gestion des systèmes et des institutions d'enseignement supérieur* mêmes, afin que ceux-ci puissent répondre plus efficacement aux priorités nationales ;
- b) *l'acquisition par les femmes des capacités requises de direction et de gestion* ;
- c) *l'inclusion d'une dimension de genre* dans les *disciplines universitaires* qui ont une pertinence directe pour le processus de développement.

Cela suppose d'exploiter pleinement les idées, la compétence l'expérience et le potentiel des femmes pour relever les défis mondiaux, et de mettre en place des programmes, des projets et des actions spécifiques en faveur des femmes et des jeunes filles.

Le concept qui sous-tendait la promotion de ce programme spécial était *l'autonomisation des femmes*, avec une insistance particulière sur l'importance des liens entre la recherche et les communautés locales et la société civile. Selon les termes du document d'orientation préparé par l'UNESCO pour Beijing, « ces chaires viseront à renforcer le statut et l'accès des femmes à des postes de responsabilité dans des domaines professionnels déterminés » (15).

Le projet doit aussi être considéré comme un lien avec l'UNESCO et les programmes des Nations Unies visant à atténuer la pauvreté et promouvoir une culture de paix et un développement social adapté aux besoins spécifiques des pays concernés. Il faut noter que, lorsque ce projet a démarré, l'enseignement supérieur de masse était déjà une réalité, mais les effets de la mondialisation commençaient tout juste à s'étendre et les TIC n'étaient pas aussi universellement répandues qu'elles le sont aujourd'hui, six ans plus tard.

La phase initiale prévoyait des chaires UNESCO sur l'alimentation des enfants et la santé communautaire, la démographie et la population, les sciences et technologies et le développement (domaine interdisciplinaire englobant la psychologie, l'économie et la sociologie). Le projet espérait également y ajouter des chaires de droits humains et de droit, d'agriculture et de formation des maîtres.

Actuellement, les chaires couvrent trois domaines principaux : ***les femmes dans la gestion de l'enseignement supérieur ; les femmes et les sciences ; et l'engagement de l'enseignement supérieur envers la communauté.*** L'évaluation examinera les chaires et les réseaux à la lumière de cette triple approche. Les commentaires rétrospectifs sur les femmes et l'éducation se limiteront aux aspects pertinents pour ces domaines.

Il importe d'avoir conscience qu'*aucun des sept projets n'est parti de zéro*. Certains de ces projets, comme ceux que du CHES/ACU et de l'IOHE/OUI, se fondent sur des partenariats existants pour ce qui est des activités de sensibilisation et des modalités, et veulent proposer un modèle qui pourrait être adapté ailleurs. Ce modèle a, par exemple, été mis en œuvre en Tunisie et au Maroc. De la même façon, le projet WISE (*Women with International Societal Expertise*), en Afrique, fonctionne maintenant en réseau. D'autres ont établi des partenariats et des réseaux.

Des *réunions de planification* ont eu lieu pour définir les modes d'évaluation, les effets à long terme attendus et des modèles de bonnes pratiques, ainsi que pour analyser le potentiel de financement.

Les *partenaires* de ce programme sont les personnes-clés à viser pour réaliser l'équité entre les sexes dans l'ensemble de l'enseignement supérieur et permettre aux femmes de parvenir à des postes de responsabilité dans lesquels elles auront assez d'influence pour produire un changement.

### ***Résultats attendus***

Le résultat espéré sur le long terme est :

- que les femmes diplômées soient pleinement reconnues comme des ressources hautement qualifiées ;
- que soit pleinement reconnu leur rôle dans le processus social qui conduit à l'égalité, au développement et à la paix ;
- que s'instaure une culture de l'égalité des sexes qui procède de l'éducation et qui s'en trouve constamment renforcée (doc. *Action Strategy*, 4).

### ***Modalités de mise en œuvre***

Les principales modalités de mise en œuvre employées sont :

- des séminaires de formation, ateliers, bourses de courte durée, cours universitaires consacrés à l'analyse de problèmes ;
- des recherches pratiques sur certains aspects des problèmes analysés ;
- des actions de sensibilisation par l'intermédiaire d'une interface avec les décideurs au niveau national et ceux du secteur économique, permettant de résoudre par la collaboration les problèmes relatifs au développement ;
- une coopération et une mobilité inter-universitaires assurant des échanges au niveau de l'enseignement et de la recherche.

Ces modalités invitent à étudier et à mettre en œuvre certains éléments dignes d'intérêt qui risqueraient, autrement, d'être relégués au niveau d'études plus marginales. La place centrale donnée aux problèmes de développement concernant les femmes, ainsi que la coopération inter-universitaire Sud-Sud qui a été prévue et qui a pris corps, sont des éléments importants de la lutte contre l'exode des cerveaux. Augmenter le nombre des femmes dans les domaines scientifiques est indispensable pour atteindre la parité entre les sexes dans la société du savoir qui est la nôtre.

### ***Financement***

Le programme UNIITWIN de l'UNESCO a fourni des fonds d'amorçage permettant le démarrage des projets, avec l'espoir que des bailleurs de fonds viendraient le compléter. Ce premier financement n'était pas destiné à des projets de longue durée, mais à des réunions initiales et, peut-être, à quelques bourses ou sessions de formation. Des fonds extrabudgétaires ont également été recherchés pour financer ces modalités, avec une insistance particulière sur la formation.

### ***3. Les femmes, l'éducation et le développement humain durable***

Les universités, qui ne sont plus des tours d'ivoire, participent aujourd'hui consciemment à la réforme sociale et à l'application de la recherche. Les chaires doivent être considérées à la lumière de la mission et des fonctions de l'enseignement supérieur, et des changements survenus dans le rôle de celui-ci. Les observations liminaires qui suivent reposent sur des documents publiés par les Nations Unies et par l'UNESCO à l'occasion des diverses conférences mondiales tenues au cours de la dernière décennie, qui ont toutes insisté sur la nécessité de prendre en compte la sexospécificité dans tous les programmes : la 4<sup>e</sup> Conférence mondiale sur les femmes (1995), la Conférence mondiale sur l'éducation des

adultes (1997), la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (1998) et le *Cadre d'action prioritaire pour le changement et le développement de l'enseignement supérieur*, la Conférence mondiale sur la science (1999), le Congrès mondial sur l'enseignement technique et professionnel (1999), la Conférence mondiale sur l'Éducation pour tous - EPT (1990) et sa réévaluation (2000), les Consultations collectives des ONG de l'enseignement supérieur (1997 et 2000) et Beijing + 5 (2000).

### **EPT – Mondialisation**

A l'origine de ce projet était le besoin de mettre les femmes et l'éducation à l'ordre du jour. La 4<sup>e</sup> Conférence mondiale sur les femmes (Beijing 1995) et son *Programme d'action* ont marqué un tournant dans la lutte pour l'équité entre les sexes. Ils ont fait prendre publiquement conscience des problèmes des femmes et montré à quel point les femmes étaient peu nombreuses à occuper des postes de décision au plus haut niveau, dans quelque registre que ce soit.

Le document d'orientation présenté par l'UNESCO lors de la 4<sup>e</sup> Conférence mondiale sur les femmes a déterminé les objectifs concernant les femmes, notamment :

- l'éducation pour l'autonomisation des femmes
- l'égalité dans l'accès à la connaissance
- les droits humains des femmes
- la parité entre les sexes
- l'égalité dans la participation à l'élaboration des politiques
- le partenariat et le dialogue pour la mise en place d'un nouveau contrat entre les sexes
- une perspective de genre
- une culture de paix dans l'esprit des femmes et des hommes

#### *L'éducation – un puissant outil d'autonomisation*

Les liens entre l'enseignement supérieur et le développement humain durable sont fondés sur la coopération entre universités et établissements d'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur doit être au cœur du « renouveau » ou de la « rénovation » de l'éducation. Cela suppose de réviser et de moderniser les programmes, sans les fragmenter, de combler le fossé entre la théorie et la pratique et d'opérer un changement d'attitude pour induire une responsabilité sociale. Nombreux sont les objectifs de Beijing qui sont encore loin d'être atteints, comme l'illustre le récent document de Beijing + 5.

Il s'agit là, en fait, de bien des points de vue, d'un recul pour l'éducation. Dans les documents de Beijing + 5, l'éducation est peu mentionnée, et particulièrement peu l'enseignement supérieur, qui est pourtant la clé de l'amélioration de la situation des femmes dans tous les domaines. Toutes les belles paroles et tous les beaux programmes sont inutiles si les femmes, qui représentent 60% des analphabètes dans le monde, ne reçoivent pas une formation élémentaire convenable à la lecture et au calcul et n'ont pas accès à l'enseignement supérieur pour pouvoir contribuer activement au développement humain social.

Tant la *Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous* de Jomtien (1990) que le *Cadre d'action* de Dakar (2000) soulignent la nécessité d'alphabétiser les femmes. Sans éducation de base, les femmes et les jeunes filles seront toujours empêchées

de participer pleinement à la société et à son développement, ou de gravir l'échelle sociale. Il ne suffit plus de savoir lire et écrire, mais les femmes doivent aujourd'hui avoir une connaissance, au moins élémentaire, des sciences, de la technologie et de l'économie. Nombre de projets d'alphabétisation qui ont débuté depuis 1991, et dont plusieurs ont été financés par des bailleurs de fonds et ont duré de 3 à 5 ans, ont mis en place ces éléments de base et, comme ce Projet spécial, fait sortir du néant l'alphabétisation des femmes.

Ainsi que le souligne le Rapport final de la réunion du Comité international de suivi la CMES, il est impératif « à l'écoute du terrain » et des « acteurs de terrain » (2000, 3). Lors de la CMES, au cours du débat thématique sur l'enseignement supérieur et le développement humain durable, Mpedzisi a soutenu qu'« il ne suffit pas que les données relatives au développement humain durable (bibliographie, connaissances et pratique) soient concentrées exclusivement dans les institutions. Les individus doivent, à titre personnel, adopter de nouvelles manières de penser et d'agir. (...) Une société soucieuse de son avenir doit commencer par investir dans les groupes qui vont façonner l'avenir » (Note de discussion, 4). Bien que ces observations se réfèrent spécifiquement aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur, elles sont tout aussi applicables au développement des capacités en éducation de base pour toutes les femmes et jeunes filles.

Le rôle-clé de l'éducation à tous les niveaux a également été reconnu dans deux rapports de la Banque mondiale (1995 et 2000). L'approche « **éducation et développement** » est considérée comme un outil majeur du développement économique et social et du renforcement des institutions de la société civile, ainsi que du développement des capacités nationales. La question est au centre de la stratégie de la Banque mondiale pour aider les pays à réduire la pauvreté et à atteindre une croissance durable (voir *Priorités et stratégies pour l'éducation*, Banque mondiale, Washington, 1995, et le rapport du groupe spécial UNESCO-Banque mondiale, *Education in Developing Countries : Peril and Promise*, 2000). L'éducation facilite l'autonomisation. Eduquer une femme, c'est éduquer une famille et, avec elle, la génération suivante.

#### *Une approche holistique*

Une approche plus holistique du développement humain durable est nécessaire, et la conscience qu'en a le public, à l'échelle locale, est plus grande. La parité et le partenariat sont des éléments-clés pour promouvoir l'équité entre les sexes à tous les niveaux de l'éducation. A cette fin, la flexibilité est essentielle dans l'approche des questions, ainsi que l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité qui se mettent en place par la mise en commun des ressources et des réseaux de connaissances.

#### *Réseaux de connaissances*

Les réseaux de connaissances sont de deux types : *technologiques et humains*. Un réseau technologique suppose le recours aux TIC pour étendre l'éducation. Comme l'ont exprimé plusieurs voix lors de la 7<sup>e</sup> Consultation collective des ONG de l'enseignement supérieur (2000), on a exagéré le rôle des TIC pour résoudre les problèmes de l'accès à l'éducation. Les principaux éléments qui en font un désavantage pour de nombreuses femmes, ainsi que pour certains hommes sont : l'accessibilité non seulement des équipements, mais aussi des infrastructures nécessaires (80% de la population mondiale n'a pas accès aux télécommunications), le coût des équipements et de la formation, et le temps.

Il y a un danger potentiel que le fossé entre riches et pauvres se creuse, à moins qu'une action drastique ne vienne enrayer cette tendance. Des chaires UNESCO spécifiquement orientées vers des projets qui renforceront la participation des femmes peuvent être un outil à employer en ce sens. Nous devons également nous demander si ces solutions aux problèmes d'éducation sont « conviviales » pour les femmes et les familles. Qu'en est-il des aspects sociaux de l'éducation dans des environnements plus classiques ? Certains des Projets spéciaux se sont intéressés aux manières innovantes d'envisager la solution à ces problèmes.

*Les réseaux humains*, qui relient institutions, pays et continents, sont au cœur de tous ces projets spéciaux. Il s'agit ici, en réalité, du fondement sur lequel ils reposent, et les activités réalisées en confirment l'avantage. La collaboration et la coopération sont les objectifs essentiels exprimés dans la *Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le vingt-et-unième siècle* et le *Cadre d'action prioritaire pour le changement et le développement de l'enseignement supérieur*.

#### *L'apprentissage tout au long de la vie*

A notre époque de mondialisation, qui connaît de rapides changements technologiques, sociaux et économiques, *l'apprentissage tout au long de la vie* est devenu la norme. Le lien entre l'EPT et l'apprentissage tout au long de la vie est essentiel pour garder à jour les savoirs et donner aux femmes les moyens de participer à la société. Chacun devrait être encouragé à considérer le monde à travers un nouveau prisme qui intègre la question du genre.

*Le perfectionnement* est un terme qui recouvre une multitude de formes différentes de cours, d'études et de formations pratiques, formels et non-formels. Il permet également aux femmes qui ont reçu une éducation de base d'acquérir des compétences qui leur permettent de devenir des membres actifs de la société, et est un aspect essentiel du développement humain durable.

#### *Développement national et régional*

Le développement d'un esprit d'entreprise local et le recours aux compétences locales ont été défendus comme le meilleur moyen de créer des liens utiles entre la recherche et les communautés locales et de favoriser l'éducation pour tous. Lors de la CMES, on a évoqué de manière récurrente la nécessité d'incorporer les critères régionaux et locaux dans les programmes d'enseignement à tous les niveaux et le besoin d'un équilibre entre les tendances mondiales et les exigences régionales.

#### *Les gardiennes de la culture*

La culture a été la passerelle qui a permis de relier plusieurs des projets du programme. « Ces chaires et ces réseaux reconnaissent l'identité culturelle comme étant une variable clé de la structuration des activités mises en œuvre » (Débat thématique, CMES, 1998, 11). La préservation des identités culturelles est soulignée dans de nombreux rapports de Beijing, des Nations Unies et de la CMES.

La ressource que représentent les femmes en tant que vecteurs de transmission des valeurs culturelles, en particulier aux jeunes, est sous-employée. L'éducation est une clé de ce problème, si l'on veut éviter les déséquilibres inter-générationnels. Dans les pays qui ont des taux élevés d'analphabétisme, les jeunes étudiantes ont une obligation toute particulière d'utiliser leur formation au profit de la communauté et de considérer qu'elles ont un rôle de gardiennes de l'histoire et

de la culture nationales et locales pour les générations futures. Dans le programme de plusieurs chaires, la formation des étudiantes a intégré cet élément.

#### **4. Les femmes et l'enseignement supérieur**

Dans cette section, je n'aborderai que les domaines de l'enseignement supérieur pertinents à l'évaluation des chaires. Pour plus d'information sur les autres aspects de cette question des femmes et de l'enseignement supérieur, on se reportera aux excellents documents de la CMES. En 1993, l'enseignement supérieur était défini comme « tout type d'études, de formation ou de formation à la recherche assurées au niveau postsecondaire par un établissement universitaire ou d'autres établissements d'enseignement agréés comme établissements d'enseignement supérieur par les autorités compétentes de l'Etat »<sup>1</sup>.

La *mission fondamentale* des institutions d'enseignement supérieur est de dispenser des connaissances et une formation en vue de développer la citoyenneté. La question n'est pas seulement de savoir ce que l'on sait, et pourquoi, mais aussi où et comment employer les connaissances acquises. La formation méthodologique est un élément-clé du programme des chaires, en vue du transfert des connaissances à la communauté.

Lorsque le programme UNITWIN et Chaires UNESCO a débuté, *l'enseignement supérieur* était encore, dans de nombreuses parties du monde, défini comme l'enseignement « tertiaire », l'université ou le « collège ». Il n'était pas, alors, synonyme de perfectionnement ou d'autres formes d'apprentissage post-scolaire.

Le *concept d'enseignement supérieur* s'est considérablement élargi au cours de la dernière décennie, et recouvre aujourd'hui non plus seulement les universités et collèges traditionnels, mais aussi l'apprentissage tout au long de la vie, la formation professionnelle et l'apprentissage à distance, ainsi que la formation continue. En 2001, la diversité et le volume de l'enseignement supérieur sont encore plus grands, sous l'influence des TIC, de l'université virtuelle et de l'apprentissage électronique. Peut-être devrions-nous parler d'apprentissage supérieur plutôt que d'enseignement, car plus personne ne conservera le même emploi de manière permanente et la rapidité du développement technologique fait apparaître, dans notre société du savoir, un besoin constant de révision et de mise à jour des compétences et des connaissances. Aussi l'enseignement supérieur est-il devenu un apprentissage tout au long de la vie.

*L'apprentissage à distance* fait déjà partie de l'enseignement supérieur, et son rôle est de plus en plus essentiel, particulièrement en lien avec la question du genre. Avec un système de modules et le transfert des crédits, l'étudiant, qu'il soit à temps plein ou partiel, jeune ou d'âge mûr, dispose d'une quantité d'offres différentes qui lui permettent d'acquérir des qualifications équivalentes à celles d'un diplôme. Certains des projets ont intégré cette dimension.

La *CMES* a défini les changements qui se sont produits et le processus d'évolution qui était en cours, et a souligné l'importance des systèmes d'enseignement supérieur pour réaliser des changements, s'adapter aux changements, faire

---

<sup>1</sup> Définition approuvée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 27<sup>e</sup> session (novembre 1993) dans la *Recommandation sur la reconnaissance des études et des titres de l'enseignement supérieur*.

progresser les besoins sociaux et promouvoir l'égalité et la solidarité. La responsabilité sociale de l'enseignement supérieur a été mise en relief, ainsi que l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité croissantes des études.

Pour que les femmes soient pleinement participantes aux processus qui régissent l'enseignement supérieur, il faudra surmonter, entre autres, les obstacles suivants :

- les attitudes sociales et familiales, ainsi que les stéréotypes culturels,
- la faiblesse des taux d'inscription et l'accès limité à l'enseignement supérieur,
- le manque de modèles à imiter et le « syndrome du plafond de verre »

#### *Compétences*

L'enseignement supérieur doit dispenser aux étudiants, outre des connaissances, certaines compétences, par exemple dans les domaines de la gestion des personnes, de la constitution d'équipes, de la sensibilité aux évolutions nouvelles, de la conscience des besoins d'autrui, de la mobilisation de ressources, etc. (cf. *Graduate Prospects in a Changing Society*, 1998). Plusieurs des Projets spéciaux ont justement pour objet l'acquisition de telles compétences.

L'égalité des chances n'est pas l'égalité distributive. C'est une pratique « non-économique » et un « gaspillage de matière grise (...) de former quelque membre que ce soit de la société pour un environnement qui n'encourage pas le plein emploi de ses compétences (...) » (Poskitt, 1998). Il est regrettable que l'on néglige souvent la diversité des compétences qu'une répartition égale entre les sexes apporterait à la force de travail.

#### **5. Les femmes et la gestion de l'enseignement supérieur**

Le développement socio-économique impose un besoin d'accroître la base de connaissances disponibles parmi les responsables et le personnel chargé de la gestion, particulièrement dans les institutions d'enseignement supérieur. Les pays en développement doivent être mis en situation de pourvoir les postes du sommet de la hiérarchie, et de moins dépendre d'une assistance professionnelle et scientifique externe.

Certaines de ces chaires particulières ont été établies pour un programme d'une durée de six ans, afin d'améliorer la situation des femmes dans la gestion de l'enseignement supérieur. Les mots de réforme et de gestion ne doivent être interprétés en termes purement administratifs, mais ils indiquent qu'en assurant aux femmes un accès à des postes plus élevés – des postes de décision -, il leur serait possible d'intégrer les sexospécificités et l'équité sociale dans les institutions auxquelles elles appartiennent.

Les femmes doivent comprendre combien il importe qu'elles prennent une part active à la *gestion des universités*, à tous les niveaux. On entend souvent demander : « Pourquoi devrais-je perdre mon temps à siéger à des conseils et comités d'université alors que je pourrais continuer mes travaux ? » Au XXI<sup>e</sup> siècle, de telles remarques sont dépassées. Certains des programmes analysés ici visent spécifiquement à donner aux femmes conscience des avantages qu'il y a pour elles à occuper des postes de responsabilité. Acquérir des compétences dans le domaine des relations interpersonnelles et de la communication peut enrichir leur

expérience, leur fournir de nouvelles compétences et développer leur caractère et leur personnalité. Cela contribue également à donner aux femmes une certaine visibilité, leur propose des modèles à imiter et peut induire des changements d'attitude susceptibles de créer des environnements favorables à la famille.

Les femmes doivent s'assurer que leurs compétences ont un *effet démultiplicateur* parmi les autres femmes de leur entourage. On peut en citer pour exemple la *Charte des femmes du Pacifique*, qui est le résultat d'un atelier financé par le CHES (Commonwealth Higher Education Support System) et hébergé par la South Pacific University, et dont le but était :

- i. d'aider les femmes gestionnaires à jouer plus efficacement un certain nombre de rôles sociaux et professionnels ;
- ii. de leur fournir de stratégies et de ressources qui les aident à exercer une influence sur le changement institutionnel et à le mettre en œuvre ;
- iii. d'offrir une base pour les actions déjà engagées de coopération pour l'affirmation des femmes ;
- iv. de créer un réseau de soutien permanent pour les femmes dans la région (Pacifique).

(cité dans *Women and Management in Higher Education*, deuxième atelier du CHES, Le Cap, 1996, vol. 2)

#### *Briser les barrières invisibles*

L'un des autres objectifs du Projet spécial est de briser non seulement les barrières visibles, mais aussi les plus résistantes : les barrières invisibles, afin de susciter un changement d'attitude et de promouvoir les femmes pour leur faire atteindre des postes de responsabilité. Ces barrières invisibles sont :

- les codes de conduite culturels et invisibles, les règles non écrites ;
- la langue ;
- le manque de compréhension du besoin d'un environnement professionnel favorable à la famille ;
- le manque de visibilité des femmes.

Toutefois, aussi nombreuses seraient-elles, les politiques d'égalité des sexes et les lois sur l'égalité des chances ne créeront pas le changement d'attitude requis. Comme l'exprime Poskitt, « les employeurs doivent commencer à créer des emplois qui correspondent à la vie des gens, plutôt que d'espérer créer des automates humains qui correspondront aux emplois » (*International Universities Bureau Newsletter*, vol. 5, n° 1, 1999, 3).

Bien que des changements sociaux se soient produits dans de nombreux pays où les hommes prennent leur part de responsabilités domestiques, le chemin à parcourir est encore long. Il nous faut oublier les questions de parité de travail et penser plutôt à plus de partage et de coopération. Un autre objectif des programmes doit être de ne pas se limiter à donner aux femmes accès à des postes élevés, mais de leur faire user de leur influence pour changer leur milieu professionnel et la société.

### **6. Les femmes et les sciences**

Dans ce siècle que l'on dit être celui de la connaissance, les sciences et la technologie jouent un rôle de plus en plus important dans le processus de mondialisation, avec des conséquences tant positives que négatives. L'équité entre les genres dans le développement et la mise en œuvre de recherches et de programmes scientifiques et technologiques sont essentielles pour assurer un développement humain et social équilibré.

Les femmes et les jeunes filles sont médiocrement représentées dans les domaines scientifiques et éducatifs formels, bien qu'elles soient fréquemment des utilisatrices des sciences appliquées, particulièrement pour ce qui est de l'agriculture et la santé. Comme l'a fait observer le Professeur Swaminathan lors de la Conférence mondiale sur la science, en 1999, « apporter l'enseignement à ceux qu'il n'a pas atteints et inclure les exclus doivent être des composantes importantes de la politique et de la stratégie en matière de sciences et de technologie pour le siècle nouveau » (cité par Poskitt, 2000).

Encourager les femmes et les jeunes filles à étudier les sciences et la technologie et à lutter contre les obstacles culturels et sociaux qui les empêchent d'étudier est une tâche importante. Quatre des projets spéciaux vont exactement dans ce sens.

## **Deuxième partie**

### **Analyse des chaires et réseaux**

#### *Résumé*

Cette section a pour objet de donner un aperçu quantitatif et qualitatif des buts et objectifs de chacune des chaires et, en dressant la liste de leurs activités, d'évaluer leur impact le plus lointain possible. Dans chaque cas, certaines activités donneront lieu à des commentaires plus détaillés.

L'analyse sera menée en deux parties :

1. Les réseaux ACU/UNESCO et IOHE/OUI/UNESCO et la chaire d'Oxford, qui traitent spécifiquement des *Femmes dans la gestion de l'enseignement supérieur et la recherche* ;
2. Les chaires établies en Afrique, qui ont pour thèmes *Les femmes et la science et L'application pratique de la science*, et celle qui, en Amérique du Sud, gère des *projets de recherche communautaires*.

La section se conclura par quelques remarques générales et une évaluation du succès des réseaux dans leur ensemble.

#### **Réseau ACU/UNESCO/Secrétariat du Commonwealth : « Les femmes dans la gestion de l'enseignement supérieur »**

##### **Objectifs et buts**

Ce programme de formation avait pour but spécifique l'acquisition de **compétences en gestion et en communication** par les femmes universitaires et administratrices d'institutions d'enseignement supérieur (IES), au moyen d'un réseau inter-universitaire UNITWIN/UNESCO géré en coopération avec l'Association of Commonwealth Universities (ACU) dans les régions Afrique, Asie-Pacifique et Caraïbes. Son objet était d'accroître, par la mise en œuvre d'un plan stratégique de formation, de recherche et d'échanges, le nombre de femmes participant à la gestion des universités, particulièrement dans les domaines où les liens entre l'éducation de base et l'enseignement supérieur doivent être réalisés et mis en œuvre. Comme l'indique le rapport de l'atelier organisé en Malaisie en mars 1997, « (...) il a été reconnu que la formation et le soutien aux universitaires était nécessaire pour que l'enseignement supérieur puisse mieux servir l'éducation de base qu'il ne l'avait fait jusqu'ici » (« *Linking Higher Education to Basic Education* », *Workshop Report*, Malaisie, Secrétariat du Commonwealth, 1997,2).

Les buts affichés du programme et ses priorités pour la période 1997-2000 étaient:

- l'élaboration d'un système de gestion de la sexospécificité dans le secteur de l'enseignement supérieur ;

- la poursuite du programme de formation destiné aux femmes dirigeantes, avec une assistance pour les intégrer dans les institutions locales ;
  - la création et l'augmentation de ressources, comme des modules de formation et des documents d'études de cas ;
  - la sensibilisation des hommes et des femmes à la question du genre ;
  - l'élaboration de cours et de matériel de cours accessibles par l'intermédiaire de programmes de recyclage ou, ce qui importe plus encore, à distance.
- <www.acu.ac.uk>

Ces buts sont également conformes à la *Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous*. Bien que l'attention se soit déplacée, à l'échelle mondiale, vers l'éducation de base, les changements d'attitudes n'auront pas lieu sans un accès équitable à l'enseignement supérieur. Il a été dit à Jomtien (1990), et confirmé à Dakar (2000), que l'éducation de base se porterait mieux si les sociétés assuraient « un solide environnement intellectuel et scientifique. », ce qui « implique une amélioration de l'enseignement supérieur et le développement de la recherche » (Article 8.2 1990). Certaines textes relatifs à l'EPT vont également dans ce sens, comme ceux qui prévoient de :

(ii) « promouvoir des politiques d'éducation pour tous dans le cadre d'une action sectorielle durable et bien intégrée, clairement articulée avec les stratégies d'élimination de la pauvreté et de développement » (2000, 8)

(vi) « mettre en œuvre des stratégies intégrées pour l'égalité des sexes dans l'éducation, qui prennent en compte la nécessité d'une évolution des attitudes, des valeurs et des pratiques » (2000, 9).

## **Résultat**

### **Modules de formation à la gestion**

L'ACU a élaboré et organisé plusieurs modules de formation pour les femmes, destinés à fournir « des informations pratiques, dans un cadre théorique, à l'intention des formatrices qui animent des ateliers locaux et régionaux pour les femmes dans la gestion de l'enseignement supérieur. Les modules font partie d'un projet qui s'inscrit dans le cadre du programme *Women Managers in Higher Education*, du Commonwealth Higher Education Support Scheme (CHESS), en collaboration avec l'ACU et l'UNESCO » (Introduction du Manuel, 1996). Les modules étudient les paramètres variables relatifs aux femmes et la manière dont celles-ci doivent utiliser leur expérience socio-culturelle pour contribuer à la redéfinition du rôle des femmes dans la société et au travail.

**Des cours de formation** sont organisés par l'ACU depuis 1985 pour faire face à la sous-représentation des femmes à des niveaux de responsabilité dans les universités du monde entier, et pour créer au niveau local une équipe de personnes-ressources susceptible de poursuivre la mise en œuvre et l'organisation de programmes et ateliers de ce genre. Un examen des ateliers de formation de l'ACU/CHESS destinés aux femmes responsables dans l'enseignement supérieur, pour la période 1986-1996, a été réalisé en 1996 par Claudia Harvey et Gwendoline Williams, avec un financement partiel de l'UNESCO. Les objectifs de ces ateliers étaient, entre autres, « d'évaluer et d'adapter au contexte local les matériels didactiques produits, (...) de favoriser la compréhension des mécanismes

d'apprentissage et d'évolution des femmes dans la vie professionnelle » et de « fournir le substrat théorique qui soutiendra les programmes de développement » <www.acu.ac.uk>. A partir d'un matériel de formation déjà existant, les ateliers ont pour but de fournir aux femmes universitaires et administratrices des compétences et des stratégies adaptées en matière de gestion, qu'elles pourront ensuite transposer localement dans des cours de formation qui toucheront un public plus large.

Des **séminaires de formation** sur les femmes et la gestion de l'enseignement supérieur, consacrés aux défis auxquels doivent faire face les femmes, ont été organisés en Afrique du Sud (1996), à Sri Lanka (1997), en Inde (1998) et en Malaisie (février 1999), réunissant de 8 pays d'Asie des femmes exerçant des responsabilités, et au Nigeria (1999) en collaboration avec la Fédération internationale des femmes diplômées des universités (IFUW). Ce dernier atelier a analysé le statut des femmes dans les universités africaines, les stratégies propres à faciliter le règlement des problèmes, l'organisation de programmes favorisant les femmes, ainsi que les centres de ressources et d'étude consacrés aux femmes. Un séminaire de formation s'est également tenu à la Barbade (2001).

L'atelier de Malaisie a abordé les raisons et les facteurs subtils expliquant que l'équité entre les genres ne soit pas encore réalisée dans les institutions d'enseignement supérieur. On compte parmi ces facteurs les perspectives personnelles, les caractères psycho-sociaux, les paradigmes structurels et les approches culturelles.

Un résultat direct des ateliers de formation a été la mise en place de **réseaux de femmes** à Kuala Lumpur et du réseau malais d'information pour les femmes universitaires.

### **Publications**

*Women and Management in Higher Education. A Good Practice Handbook* a été achevé en 2000 par Jasbir K.S. Singh sous les auspices du projet spécial de l'UNESCO. Cet ouvrage « représente un inventaire international de stratégies qui ont réussi à accroître la participation des femmes à ce secteur et, de ce fait, à promouvoir le principe d'équité entre les sexes dans l'enseignement supérieur » (Seddoh, Avant-propos). Pour ce faire, il « réunit des exemples de stratégies et de pratiques qui, à l'échelle internationale, régionale, nationale et à celle des établissements et des classes, font avancer les objectifs du Projet spécial de l'UNESCO (...) et renforcent l'accès et la participation des femmes à l'enseignement supérieur » (9). Il note trois perspectives qui contribuent à écarter les femmes des postes administratifs de haut niveau :

- les paradigmes personnels ;
- les paradigmes structurels ;
- les approches culturelles.

Le livre cite des exemples détaillés d'initiatives spécifiques recommandées pour améliorer le statut des femmes dans l'enseignement supérieur, comme :

- le soutien apporté par des mesures législatives et des infrastructures ;
- une élévation du nombre et de la qualité des étudiantes de troisième cycle ;
- des programmes et des cours de formation ;
- des réseaux et des forums de femmes universitaires.

Ce manuel analyse le rôle des universités et collèges féminins qui ont été mis en place, ainsi que celui des études sur les femmes et des systèmes de gestion de la sexospécificité en tant que catalyseurs de changement. Le manuel détaille également des projets et programmes destinés à soutenir et à accroître le nombre de femmes exerçant des responsabilités, et se conclut avec des indications permettant de suivre les meilleures pratiques.

*EEO Case Studies: Good Practices Guidelines. A Synthesis*, de June Gleeson (UNESCO 1998), présente des études de cas provenant de l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi (Inde), de l'Université du Cap (Afrique du Sud) et de l'Université d'Auckland (Nouvelle Zélande). L'étude fournit des données sur l'histoire et l'évolution de l'égalité des chances au sein de ces institutions et commente « leur efficacité pour faire en sorte que les femmes universitaires, administratrices et étudiantes jouent pleinement leur rôle dans le développement des institutions » (ACU 1997), ainsi que pour offrir « des exemples de stratégies et de pratiques innovantes » employées « pour faire prendre conscience des questions d'équité » (19). L'ouvrage indique comment les établissements peuvent mettre en place des bureaux destinés à favoriser l'égalité des chances en matière l'emploi. Selon ces indications, il faut, pour que cette entreprise réussisse, que l'administration et les gouvernements les soutiennent et que le personnel et les étudiants prennent davantage conscience de la nécessité de changements d'attitude et de l'intégration des femmes (30-37).

### ***Impact***

Les activités de ce programme illustrent les meilleures pratiques dans un certain nombre de pays du Commonwealth, et ce qui précède fait clairement apparaître qu'elles ont un fort potentiel de reproduction et d'adaptation dans d'autres contextes. Le réseau reconnaît que les femmes sont une ressource non exploitée et, avec des documents d'accès aisé, fournit des indications utiles sur la nécessité d'identifier aussi les différences entre les sexes et entre les cultures dans les systèmes de gestion.

L'expérience de ce réseau a été intégrée dans le nouveau diplôme de maîtrise en « genre et développement » proposé par l'Institut d'éducation de l'Université de Londres.

Le réseau de l'ACU bénéficie de plusieurs sources de financement bien établies, ce qui permet de planifier et de mettre en œuvre ses activités avec confiance;

\*\*\*\*

### **Le réseau IOHE/OUI/UNITWIN : Les femmes et le développement social**

Géré en coopération avec l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI), un nouveau réseau Femmes et développement a été lancé, réunissant des universités d'Amérique du Nord et d'Amérique latine autour de la question des responsabilités exercées par les femmes dans des domaines tels que le pouvoir politique, la résolution des conflits, l'accès à l'éducation, la santé, la technologie et l'entreprise, en vue de renforcer la contribution de l'enseignement universitaire et de la recherche à ces thématiques.

Cette action complète celle du réseau de l'Institut de gestion et de leadership universitaires (IGLU), qui propose des formations à la gestion pour les responsables universitaires.

### **Résultats**

Le **Collège des Amériques** (COLAM), créé en 1997, a pour objet de donner aux étudiants une perspective inter-américaine et interdisciplinaire et de les familiariser avec la vie culturelle, sociale, économique et politique du continent américain. Il s'agit d'un forum d'échanges qui favorise l'exercice des responsabilités chez les jeunes des universités d'Amérique latine, et qui met l'accent sur le fait que la question du genre doit être conçue comme une composante du processus de développement, tout au long de ses quatre programmes universitaires :

- Questions sociales, telles que l'urbanisme ;
- Ateliers de formation pour le secteur privé ;
- Chaires de recherche sur des aspects des politiques publiques et de la société civile ;
- Un programme de formation pour les futurs administrateurs.

Le séminaire sur le thème « *femmes et démocratie* » tenu à Montréal en 1999 « était centré sur les approches destinées à renforcer la participation des femmes à tous les niveaux de décision, en tant qu'il s'agit d'un moyen de soutenir la démocratie dans les Amériques. Le programme comportait des discussions sur la communication, le leadership, l'accès à l'enseignement supérieur, les questions relatives à la santé des femmes, etc. ».

<[www.oui-iohe.qc.ca](http://www.oui-iohe.qc.ca)>

### **Publications**

*Service and Self-respect: Women Leaders in Latin American Universities*, de Sheryl Bond (UNESCO, 1997). Cette étude « aborde les origines du leadership, les évolutions de carrière, les facteurs de motivation, le choix, les perceptions et les attentes des femmes qui occupent actuellement des postes de responsabilité importante dans les universités d'Amérique latine et dont on attend un leadership » (1). Elle est le résultat d'une collecte de données, d'interviews et de tables rondes. L'auteur souligne que l'on néglige souvent le fait que le leadership et le pouvoir de décision se manifestent à tous les niveaux et « dans tous les domaines de l'activité universitaire » (4), bien que les conséquences en soient variées. Elle examine le sous-emploi des talents et de la compétence des femmes et la complexité de cette situation, vu la force de l'impératif moral qui pousse à inclure les femmes. A l'aide d'un paradigme méthodologique qui repose sur le genre, le pouvoir hiérarchique, l'environnement et le système (G.O.E.S.), l'étude a permis des « comparaisons simples et une analyse de variance à plusieurs variables » (7). Les résultats ont mis en lumière différentes caractéristiques qui, à des degrés divers, sont symptomatiques de la plupart des systèmes universitaires, et pas seulement de ceux de l'Amérique latine :

- le besoin d'interaction avec des pairs ;
- la marginalisation du talent (par exemple, les réseaux d'anciens élèves) ;
- la prééminence de la politique sur le mérite ;
- la défiance envers les femmes pour les postes de confiance ;

- les filtres personnels (les femmes renoncent à concourir pour des raisons personnelles) ;
- le syndrome de superwoman ;
- le manque de mentors.

Une telle étude est donc importante, car elle met en évidence des questions de portée mondiale, et qui attendent des réponses. Les stratégies répertoriées comme faisant « une différence notable quant au nombre de femmes nommées à des fonctions de direction et qui s'en acquittent avec succès » offrent d'excellentes indications que peuvent suivre d'autres pays et institutions (22-25).

L'OUI et l'UNESCO ont co-publié *Graduate Prospects in a Changing Society* (1998), un livre qui examine les compétences spécifiques – technologiques, sociétales et linguistiques – qui sont et seront exigées des diplômés de l'enseignement supérieur. Il commente les critères de recrutement et les stratégies innovantes qui permettent d'acquérir ces compétences, ainsi que le besoin d'un meilleur dialogue entre les partenaires de l'enseignement supérieur, qu'il s'agisse des étudiants, du personnel universitaire ou des administrateurs. Pour répondre à ces multiples besoins régionaux, il importe que les femmes, et non seulement les hommes, participent activement à tous les niveaux de ce processus dans la société compétitive qu'est aujourd'hui la société de la connaissance.

### **Impact**

Le réseau a renforcé son champ d'activité initial (la gestion universitaire) et s'est étendu à un champ d'action plus large pour promouvoir divers aspects du développement social dont la question du genre est un élément essentiel. L'objectif général d'intégrer les sexospécificités a ainsi été considérablement renforcé. En faisant participer des jeunes aux séminaires inter-américains, le réseau joue un rôle social et culturel crucial dans la région.

Les activités sont bien financées par des sources variées, dont l'ASDI et diverses fondations, ainsi que par les institutions membres de l'IOHE/OUI elles-mêmes, facilitant ainsi la planification et la mise en œuvre des activités.

### **Résumé**

Ces réseaux fonctionnent bien et ont véritablement amélioré la coopération internationale, permettant ainsi une meilleure compréhension de la diversité culturelle. Ils ont posé les bases d'un changement d'attitude envers l'accès des femmes à des postes de décision. Le lien avec le contexte local dans la mise en œuvre des programmes est un grand progrès dans cette voie. La diversité des sources de financement permet d'avoir des programmes variés. Toutefois, elle complique aussi l'évaluation, car il n'est pas toujours aisé de distinguer quelles sont les parties des programmes qui sont directement liées au projet de l'UNESCO sur les femmes, l'enseignement supérieur et la gestion.

Les publications et les sites Web des réseaux sont la preuve des gains réalisés et des connaissances acquises dans les régions couvertes par les programmes. Malheureusement, les statistiques et les rapports des ateliers les plus récents indiquent que, bien que les idées soient clairement acceptées, on n'a pas noté de changements substantiels dans la participation des femmes à la gestion de l'enseignement supérieur.

L'évolution de carrière de chaque participante aux réseaux n'a pas été décrite. A soi seul, cela justifierait de continuer à soutenir le programme, et, dans l'avenir, les rapports devraient faire état de ces informations.

\*\*\*\*

### **Chaire UNESCO « Genre, culture et développement », Oxford, Leyde, universités africaines**

La chaire décrite et analysée dans cette section présente de nombreux points communs avec les réseaux. Tournée principalement vers un groupe universitaire, elle a pour objet d'encourager et de stimuler la recherche sur les femmes et la sexospécificité dans les pays développés et en développement. La coopération prévue concernait les universités de Buéa, Dar-es-Salaam, Leyde, Lusaka et Oxford.

Etablie à Oxford, au Center for Cross-Cultural Research on Women (CCCRW), la chaire est conçue pour renforcer la sexospécificité des formations et de la recherche liées à la culture et au développement, et de « se concentrer sur les aspects culturels des différences sexospécifiques dans l'accès et la participation à l'enseignement supérieur, les activités professionnelles des diplômés et leur avenir dans la vie civique » (Rapport 1999, 2). Au centre de ce programme, on trouve des problèmes tels que la population, la résolution des conflits, le développement économique et les facteurs affectant le statut social et l'autonomisation des femmes et permettant de mettre en perspective et de renforcer les points stratégiques du Programme d'action de Beijing.

#### ***Objectifs et buts***

Le principal objectif à long terme de cette chaire est l'établissement, dans les pays africains et arabes, d'un réseau d'études sur le genre, la culture et le développement.

Son but est de préparer des spécialistes susceptibles de comprendre l'importance du rôle des femmes dans les diverses situations où apparaissent les points suivants :

- Mettre en commun et échanger l'expertise en matière de conception de programmes ;
- Soutenir la valorisation des ressources humaines au moyen d'échanges ;
- Etudier la possibilité d'une collaboration pour la recherche ;
- Répondre à la pénurie de documentation dans les universités africaines ;
- Offrir un cadre pour l'échange d'étudiants.

Dans certains domaines ont été identifiés des obstacles essentiels à surmonter pour un réel changement d'attitude en vue de l'avancement des femmes :

- Les barrières culturelles à l'autonomisation des femmes ;
- L'accès des femmes au partage du pouvoir dans la décision sociale ;
- La question du genre comme une force réelle et efficace pour le renouvellement de l'enseignement supérieur.

### **Résultats**

**Echanges universitaires.** Onze échanges universitaires ont été organisés entre Oxford et les universités de Buéa (Cameroun) et Dar-es-Salaam (Tanzanie). « Ces visites ont mis l'accent sur la valorisation des ressources humaines et sur des programmes d'études sur la question du genre, en vue d'échanges et de collaborations pour la recherche », et sur « les réponses à la pénurie de documentation dans les universités africaines » (Rapport 1999, 2).

Un **atelier d'information** destiné aux organisations féminines dans les communautés s'est tenu à l'université de Buéa en avril 1998. L'université de Buéa a également produit deux brochures et a prévu un programme de formation pour les femmes.

Un colloque tenu à l'université de Buéa, au Cameroun, a été consacré au traitement de la question des différences culturelles, que celles-ci soient nationales ou fondées sur le genre, et à la dynamique d'une véritable citoyenneté, en vue de favoriser une culture intégrant dans les universités la sexospécificité et un environnement favorable aux femmes.

**Genre, culture et développement.** Une série de trois euro-conférences a eu lieu en 1999, avec le soutien de l'Union européenne : à Oxford sur le thème *Genre, enseignement supérieur et développement*, à Dublin sur le thème *Femmes et résolution des conflits* et à Leyde sur le thème *Migration et genre*. Environ 150 personnes ont participé à ces conférences.

Des **conférences** consacrées aux recherches récentes sur le thème du genre, de l'anthropologie et du développement ont eu lieu à Buéa en 1998 ; de l'équipement et des conseils en matière de publications ont également été fournis.

**Ateliers.** Deux ateliers ont été tenus (Lusaka, juin 1998) et un sur *L'éducation, l'égalité entre les sexes et la diversité culturelle* (novembre 1998).

### **Impact**

Cette chaire repose largement sur la recherche, en vue de faire progresser les connaissances sur la dimension sexospécifique de nombreux domaines dont, entre autres, l'économie, le droit, la sociologie, l'environnement, la démographie, l'anthropologie. Un intérêt particulier a été accordé à la nature des attitudes envers les femmes dans différentes cultures, et à leur impact sur l'avancement des femmes.

Avec une approche interdisciplinaire, la recherche, a fourni des données importantes sur la complexité de la question du genre en relation avec les problèmes mondiaux. Le travail de recherche fourni par cette chaire et sa capacité à constituer des réseaux en font une source vitale d'information pour les autres chaires.

Un soutien financier a été apporté par le British Council, l'Union européenne, l'African Higher Research Council et par les universités elles-mêmes. Disposer d'un financement approprié reste un problème, bien que la recherche produite se situe, par essence, au niveau de la base.

Cette chaire était un programme excellemment planifié, mais les résultats ont été freinés par le manque de financement et par des problèmes tels que la fermeture de l'Université en Zambie ou le fait que le bulletin n'ait pas vu le jour, faute de financement pour sa production, son édition et sa diffusion. Dans les pays développés, lorsqu'il s'agit de financements, les programmes d'échanges dans le domaine des études sur les femmes sont notoirement relégués dans le dernier tiroir. Ce problème devrait donner à réfléchir, et doit être traité si l'on veut parvenir à l'équité entre les sexes. Accroître la coopération et les échanges entre les pays développés et en développement, dans le domaine des études sur les femmes, suppose un apport qui soit ce que chacun des deux mondes a de meilleur, et soit conforme aux objectifs du programme *Les femmes, la culture et l'enseignement supérieur*.

Au cours de l'évaluation de cette chaire et de ces réseaux, il a été difficile de distinguer les résultats qui procèdent directement du projet de l'UNESCO de ceux qui sont menés sous d'autres auspices. Une spécification plus claire de ces activités rendrait plus visible l'impact du projet de l'UNESCO.

\*\*\*\*

## **AFRIQUE**

En Afrique, l'établissement des chaires avait pour objectif général la promotion des femmes dans les disciplines scientifiques au sein des institutions d'enseignement supérieur, et de surmonter les barrières de genre dans ce domaine. Le but était d'accroître les liens entre l'enseignement supérieur, la recherche et les projets des communautés locales, en vue de promouvoir un développement économique et social durable.

Les chaires spécifiques suivantes ont été établies : une sur les femmes, la santé communautaire et le développement, et deux sur les femmes dans le domaine des sciences et de la technologie.

Une réunion consultative organisée à Arusha (Tanzanie) en septembre 1997 avec le bureau de l'UNESCO à Nairobi a été consacrée aux femmes et jeunes filles dans le domaine des sciences et de la technologie en Afrique, ainsi qu'aux défis et opportunités du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette réunion avait pour objectifs :

- une révision des réalisations et des initiatives menées précédemment en Afrique pour accroître les chances des femmes et des jeunes filles en sciences et technologie (S-T), y compris les chaires UNESCO pour les femmes en S-T en Afrique ;
- une évaluation de la mise en œuvre des recommandations de la Conférence mondiale de Beijing relatives aux femmes et jeunes filles en S-T en Afrique ;
- la formulation de recommandations, de stratégies et de politiques appropriées, susceptibles de contribuer à l'amélioration de l'accès des femmes et jeunes filles à l'enseignement des S-T et d'accroître et/ou d'améliorer les opportunités des femmes dans en matière de formation professionnelle et de recherche en S-T en Afrique.

Cette initiative était conçue comme un programme complet et cohérent destiné à examiner et renforcer en Afrique la participation aux sciences des femmes et des jeunes filles. Les sciences et la technologie étant des éléments essentiels de la

société du savoir contemporaine, les femmes aussi doivent acquérir les moyens d'être des agents actifs dans ces domaines.

On constate une « sous-représentation des femmes dans les professions scientifiques et technologiques et dans les postes à responsabilités dans ces domaines en Afrique », les femmes étant peu nombreuses dans les effectifs et, le plus souvent, aux niveaux inférieurs de la hiérarchie (Makhubu 1996, 1). Ce phénomène tient, en partie, aux attitudes socio-culturelles qui prévalent quant à l'éducation des femmes et des jeunes filles en général, et en particulier dans le domaine des sciences et de la technologie, avec de faibles taux d'inscription.

Il a été largement perçu que les questions d'éducation de base comme celles qui touchent à l'accès, à l'équité, à la participation et aux obstacles culturels et socio-économiques et culturels, ainsi qu'aux obstacles régionaux dans les zones rurales et urbaines, reçoivent un soutien intellectuel insuffisant et font l'objet de trop peu de recherches.

Une évaluation réalisée en 1999 par Susan Van de Vynckt, du bureau de Prétoria, a posé quelques questions saillantes qui sous-tendent tout le programme, telles que celles-ci :

- Comment les familles ou les ménages vivant dans des situations de pauvreté déterminent-ils qui va à l'école ? Qui décide dans la famille ?
- En matière de scolarisation ou de retrait de l'école, les processus de décision sont-ils différents lorsque les enfants concernés sont de sexe féminin ?
- Quels sont les points essentiels qui conditionnent les décisions quant au fait de savoir qui va à l'école, qui y reste et qui en est retiré ?

### **Chaire UNESCO/AUA : Les femmes dans le domaine des sciences et de la technologie – Universités du Swaziland, du Botswana, de Pretoria, de Rhodes et de Stellenbosch**

L'UNESCO et l'Association des universités africaines (AUA) ont mis en place un programme de formation et de recherche. Lancé en mai 1996, il favorise « la participation des femmes africaines aux activités scientifiques et autres activités technologiques dans les universités et les institutions de recherche » en Afrique australe, la constitution de réseaux de recherche parmi les femmes scientifiques d'Afrique australe, « ainsi que l'organisation de programmes destinés à populariser et à démystifier les sciences dans la société, en vue d'encourager un plus grand nombre de jeunes filles à étudier les sciences à l'école » (Makhubu 1996, 1). Le programme collabore également avec d'autres programmes extérieurs à la région et vise à atteindre une perspective panafricaine.

Le programme est clairement articulé autour d'un thème dominant qui consiste à « permettre aux femmes de rendre les sciences et les technologies plus à même de répondre aux besoins humains » (Makhubu 1997, 1). Il souligne également les liens avec les savoirs et les sciences indigènes, et traite du problème de l'équité entre les sexes.

#### **Objectifs et buts**

Le programme de ce projet a pour composantes :

- la mobilisation de fonds pour assurer l'avancement du projet ;

- la constitution et la formation d'équipes de recherche dans différents domaines scientifiques ;
- la constitution de réseaux de femmes scientifiques.

Dans chaque domaine, un coordonnateur gère les activités et dirige les recherches spécifiques.

Le programme a trois buts distincts :

- la collaboration
- des programmes reposant sur les communautés
- un projet de formation scientifique élémentaire

Les partenaires sont des femmes réparties dans différentes universités africaines, ce qui assure des apports et des profils socio-culturels variés.

### **Résultats**

Des **équipes de recherche** ont été réunies à partir des universités de la sous-région pour que les femmes puissent collaborer « entre elles et avec des collègues et scientifiques hommes d'autres régions du monde » à des recherches scientifiques adaptées à la région et visant à renforcer les capacités et à aider les femmes à faire reconnaître et publier leurs recherches (Makhubu 1996, 2). En janvier 1997 a été organisé un atelier de trois jours pour la constitution de ces réseaux de recherche, parrainé par la Fondation Rockefeller. 41 personnes y ont participé, dont 37 venaient d'universités d'Afrique australe, une du Camroun, du Kenya et d'Égypte, et une de la Fondation Rockefeller.

En 1998 ont notamment eu lieu des réunions régulières des groupes de recherche, la promotion permanente de la formation scientifique élémentaire à l'intention des femmes, la publication de rapports et d'études et, pour chaque groupe de recherche, une campagne en faveur de l'adhésion.

Le réseau **WISTAN** (*Women in Science and Technology in the Southern Africa Network*) a été mis en place lors de l'atelier de 1997. Les programmes WISTAN pour 1998 comprenaient des collaborations recherche établissant des liens entre « des problèmes importants pour l'Afrique australe, touchant en particulier aux préoccupations du terrain », ainsi qu'une mobilisation de fonds pour l'ensemble du réseau WISTAN, qui se compose de cinq groupes de recherche : environnement, santé, alimentation et agriculture, nutrition, éducation aux sciences et à la technologie.

Au cours des *réunions des groupes de recherche tenues en 1998*, les thèmes suivants ont été choisis :

- Environnement : désertification et production alimentaire ; inventaire des ressources alimentaires de la forêt ; répartition des sols et des cultures, production de poisson, alimentation indigène. Il était envisagé que ces projets dureraient trois ans.
- Sciences et technologies : encourager les élèves de secondaire de sexe féminin à suivre une carrière en sciences et technologies, au moyen d'une approche de modélisation.
- Nutrition : constitution de réseaux sans thème commun.

Les autres groupes de recherche ne sont pas encore en activité.

Le groupe a publié deux **bulletins**. Le dernier numéro (juillet 1998) propose une revue de WISTAN permettant aux femmes de publier leurs opinions sur l'évolution des sciences et de la technologie.

Une suggestion : le coordonnateur de WISTAN devrait tourner d'une université d'Afrique australe à l'autre, pour répandre les idées du réseau.

Un **programme pilote** a été mis en place au Swaziland, en 1997, par des femmes scientifiques de l'Université du Swaziland, en vue d'établir un cadre de procédures, en coopération avec « les professeurs de sciences et les élèves dans les écoles locales et les communautés rurales, pour mettre en lumière la relation entre la science "formelle" et les tâches qu'accomplissent quotidiennement les femmes et les filles en milieu rural », afin de montrer que « la "science" est une activité féminine quotidienne », et non pas seulement un domaine masculin (Makhubu 1996, 2). Ce projet pilote se déroulait à l'école primaire de la Mission d'Usuthu, située à proximité immédiate du campus d'agriculture et d'économie domestique de l'Université du Swaziland.

**Projet communautaire** destiné à promouvoir les connaissances scientifiques élémentaires : quatre femmes provenant du monde rural, installées dans une maison adjacente à l'université, faisaient des démonstrations pratiques des processus liés à *l'utilisation de l'eau*, comme la sédimentation de l'eau boueuse, la filtration, la cuisine à l'eau (ébullition, évaporation et condensation), la lessive et le jardinage » (Rapport 1998, 4). L'accent a été mis sur le fait que ces processus du quotidien étaient exécutés suivant des principes scientifiques, et sur l'usage de la langue locale pour expliquer les principes scientifiques. La reprise du travail sur ce projet était espérée en 1998.

Un autre exemple était une étude, dans une perspective multidisciplinaire, de l'utilisation médicinale des plantes indigènes.

**Production d'une vidéo** sur l'expérience et la vie des femmes scientifiques d'Afrique australe. Les interviews ont été enregistrées en vidéo en janvier 1997 au centre audiovisuel de l'Université du Swaziland mais, à ce jour, le financement de la production n'a pas encore été acquis. « La production de vidéos est considérée comme un important moyen de diffusion de l'information sur la contribution des femmes aux sciences et de mise en valeur de la relation étroite entre les sciences modernes et les activités traditionnelles des femmes » (Makhubu 1997, 5).

Le **Projet d'initiation aux sciences** a démarré lentement, du fait que « plusieurs acteurs non-scientifiques sont impliqués. Il est considéré comme très important pour rapprocher les sciences de la société et influencer sur les attitudes sociales envers l'engagement des femmes dans les activités scientifiques » (Rapport 1998). L'enthousiasme communautaire est fort, mais les progrès ne sont pas aussi rapide qu'escompté, à cause des difficultés rencontrées pour la mobilisation de financements.

Une **documentation photographique** sur certaines des activités est disponible.

### **Impact**

Le projet continue à accorder une grande importance à la constitution de réseaux parmi les femmes scientifiques pour renforcer leur position sur la scène de la

recherche et dans la gestion universitaire des institutions auxquelles elles appartiennent. Le résultat en est aussi un effet démultiplicateur qui étend la portée du réseau.

Le projet WISTAN a suscité un intérêt considérable dans la région et s'annonce très prometteur pour la mobilisation des femmes et la mise en place de collaborations de recherche, mais il souffre de l'insuffisance du soutien financier que lui accordent les institutions auxquelles appartiennent ses membres.

« Les publications sont une activité de soutien importante pour ce projet. La publication du bulletin a bien démarré et l'on espère qu'un forum permettant aux femmes scientifiques de publier leurs articles sera mis en place pour jouer également un rôle de formation à la rédaction d'articles » (Rapport 1998).

Le financement, provenant de diverses sources (dont la Fondation Rockefeller et l'Université du Swaziland) a été au moins suffisant. Toutefois, le soutien de chaque institution pourrait être amélioré. Le fait que le projet ait été placé sous les auspices de l'UNESCO est considéré comme un élément qui a contribué au bon fonctionnement du projet.

\*\*\*\*

### **Chaire AUA/UNESCO : Femmes, sciences et technologie – University of Science and Technology, Kumasi, Ghana ; Gambie, Sénégal, Togo**

#### ***Objectifs et buts***

Ils sont plus ou moins les mêmes que pour la chaire précédente, consacrée aux femmes dans le domaine des sciences, étant donné qu'il s'agit de projets parallèles.

#### ***Résultats***

Dans le droit fil de sa première phase (1996-1997), ce projet continue à mettre l'accent sur la préparation des élèves du secondaire à des études scientifiques au niveau supérieur, c'est-à-dire sur des programmes de sensibilisation destinés aux enseignants et aux étudiants. A cette fin, le coordonnateur du projet a entrepris plusieurs visites d'étude pour faire mieux connaître les activités destinées à sensibiliser les professeurs de science du secondaire et les élèves aux carrières scientifiques pour les femmes. Le résultat en est que la chaire coordonne aujourd'hui un réseau d'activités dans quatre pays.

#### **Ateliers pour les professeurs de sciences**

Ces ateliers ont souligné le fait que les femmes et les jeunes filles sont la majorité de la population dans la plupart des pays africains et, de même qu'elles pratiquent le petit commerce dans les villes, jouent souvent un plus grand rôle que les hommes dans la production agricole, pour laquelle les connaissances scientifiques sont nécessaires et utiles. L'atelier a exprimé le besoin qu'ont les enseignants de disposer d'équipement et d'une formation appropriée pour être en mesure d'encourager les filles à poursuivre leurs études et à étudier les sciences. En d'autres termes, il convient de satisfaire les besoins élémentaires avant de pouvoir réaliser quelque progrès que ce soit. Ces ateliers, dont deux ont été tenus en français et deux en anglais, ont eu lieu au Ghana, au Sénégal, au Togo et en Gambie.

Les « **cliniques scientifiques** » sont de deux types :

1. *Interaction avec les enseignants* pour voir comment améliorer l'enseignement par une interaction avec les élèves de sexe féminin et par l'apprentissage des techniques de production de matériel didactique destiné aux enseignants. Le but était également de définir certaines des raisons pour lesquelles les filles ne choisissent pas les sciences ou optent pour la biologie plutôt que pour les sciences physiques. Les réponses correspondaient avec les résultats exposés lors de la Conférence mondiale sur la science tenue à Budapest en 1999, et sont pertinentes pour d'autres parties du monde que l'Afrique. L'une de ces raisons est le manque de compétence en mathématiques, une autre la pression de la société, l'influence des parents et les contraintes et barrières socio-culturelles ainsi que le manque de modèles à imiter et d'encouragements de la part de leurs professeurs. Une prise de conscience des carrières possibles est nécessaire, particulièrement dans le domaine de l'ingénierie.

2. Les « *cliniques scientifiques* » nationales font partie de la politique d'égalité des chances de l'University of Science and Technology de Kumasi (Ghana). Les participantes sont principalement des élèves du premier cycle du secondaire. Ces « cliniques » ont pour but de :

- corriger le déséquilibre entre les sexes dans l'enseignement des sciences à l'école ;
- contribuer à améliorer l'image de la démarche scientifique parmi les femmes ;
- éliminer à l'école les stéréotypes sexistes qui dissuadent les filles d'opter pour les sciences.

Les cliniques scientifiques offrent un enseignement audio-visuel et une expérience pratique, ainsi que des excursions et des relations interactives avec des modèles susceptibles d'être imités. Elles ont réussi à élargir les perspectives et le choix des jeunes filles en faveur matières autres que la médecine, et le nombre de filles candidates à des programmes scientifiques a augmenté.

Une **visite en Gambie** a eu lieu en 1998 pour prendre des premiers contacts avec des écoles et des personnes-ressources en vue de préparer un programme. L'objet de cette visite était de définir des estimations budgétaires détaillées et de prendre contact avec des professeurs de sciences pour préparer l'atelier destiné aux enseignants. A la suite de cette visite, le programme a commencé en mai 1998.

En janvier 1998, une visite semblable au Sénégal a également atteint ses objectifs ; en outre, le Directeur du Bureau régional de l'UNESCO à Dakar a accepté de financer :

- la traduction d'anglais en français et l'impression du livre *Les femmes dans les disciplines scientifiques* ;
- la traduction d'anglais en français du scénario de la vidéo sur les activités de la chaire AUA/UNESCO.

« *You want to go to Tech ??* » *An Examination of the Hidden Curriculum*, un livre consacré aux femmes dans les domaines scientifiques, contient des essais biographiques sur quelques femmes scientifiques du Ghana qui peuvent jouer un

rôle de modèles, ainsi que sur des femmes actives dans les domaines scientifiques d'autres pays, comme le Pakistan, le Nigeria, le Maroc, la Tunisie, le Mexique, l'Argentine. Ce projet est soutenu par l'UNESCO/BREDA.

Un documentaire **vidéo** sur les activités de la chaire AUA/UNESCO a également été produit, et un bon **reportage photographique** sur certaines des réalisations du projet est disponible.

### ***Impact***

Dans chaque pays, le réseau de personnes-ressources et groupes-ressources qui a été établi aide à poursuivre et à renforcer l'élan du projet. Les membres en sont notamment des directeurs d'écoles, des parents, des groupes religieux aussi bien que des experts provenant de diverses disciplines scientifiques. De la sorte, la chaire vise à rendre durables les initiatives déjà entreprises. Les programmes de la chaire ont réussi à susciter une prise de conscience du besoin urgent que représente l'éducation des femmes en général, et dans les domaines scientifiques en particulier.

Jusqu'ici, le projet a démontré que les principaux obstacles à la participation des femmes aux sciences appellent une action plus efficace de la part de l'Etat. Des campagnes de sensibilisation, des financements plus importants pour les études scientifiques, de meilleurs services de conseil, une valorisation optimale des femmes scientifiques comme modèles à imiter et l'amélioration de la formation continue des enseignants sont des priorités immédiates.

Le dernier rapport formule les recommandations suivantes :

- L'Etat devrait mener des campagnes de sensibilisation sur la nécessité de l'enseignement des sciences pour les filles aussi ;
- Chaque pays devrait mettre en place un programme complet de services de conseil et d'orientation ;
- Les femmes scientifiques devraient jouer un rôle de modèle ;
- Des cours de formation continue devraient être dispensés aux enseignants.

\*\*\*\*

### **Chaire « Femmes, santé communautaire et développement durable » - Université de Nairobi, Kenya**

Cette chaire collabore étroitement avec le Département d'études sociales et culturelles de l'Université de Leyde (Pays-Bas).

### ***Objectifs et buts***

L'objet de cette chaire est de lancer des programmes destinés à former des jeunes qui travailleront avec les femmes et les jeunes filles les moins favorisées et les moins éduquées. Elle vise à impliquer les institutions d'enseignement supérieur dans les communautés locales pour donner de la visibilité à la recherche et encourager les étudiants à réintégrer leurs connaissances dans la communauté. La constitution de réseaux institutionnels avec les universités, les organisations communautaires, les ONG, la société civile, les entreprises pharmaceutiques, les entrepreneurs du secteur privé et les écoles était également considérée comme une composante importante.

Le contexte du programme proposé est clairement structuré : il s'agit de sensibiliser les universités et les communautés au rôle central joué par les femmes, de se concentrer sur la santé et ses liens avec le développement durable pour les communautés et de mettre l'accent sur l'interdisciplinarité. L'information produite sera utilisée pour le développement des programmes et la formation de jeunes professionnels dans les écoles et les disciplines universitaires pertinentes. Le *Plan d'action* de Beijing et le *Cadre d'action* relatif à l'éducation pour tous, ainsi que la *Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur* accordent tous une grande importance au fait de souligner les avantages que procure à la communauté l'éducation des femmes et des jeunes filles. Il en résulte souvent une diminution du nombre des grossesses et un recul de l'âge auquel elles ont lieu, ainsi qu'une amélioration des normes d'hygiène, qui améliore à son tour le niveau de vie de la communauté.

Les *partenaires* et les *bénéficiaires* de ce programme sont les écoles, les étudiants, les chercheurs, le personnel universitaire et les organisations communautaires, les cliniques médicales, les groupes de femmes, etc. Il s'agit d'une entreprise de mobilisation des membres du corps enseignant et des étudiants à différents niveaux. Le rattachement de la chaire au département de sociologie permet une plus grande interdisciplinarité.

### **Résultats**

L'**atelier de planification stratégique** de 1997 a défini les termes de référence de la chaire et publié certains articles.

Une **étude pilote** a été entreprise pour fournir l'information nécessaire à la planification d'une *enquête initiale* approfondie sur la transition de l'éducation préscolaire à l'éducation de base dans les zones arides et semi-arides du Kenya. En 1998, le projet a produit un rapport général sur ses travaux préparatoires au niveau communautaire et sur la préparation du projet pilote. Deux activités ont été entreprises à titre d'activités pilotes :

- la fabrication par les femmes de briques destinées à être vendues au sein de la communauté locale ;
- la promotion du passage, pour les filles, d'une scolarisation non-formelle à une scolarisation formelle.

Le projet pilote qui étudiait le passage de l'éducation non-formelle à l'éducation formelle a produit du matériel de formation élémentaire sur le thème, entre autres, de l'hygiène, situant les questions dans un contexte narratif. Il s'agit là de bons outils pédagogiques pour ce niveau d'éducation, qui mettent l'accent sur les images et présentent un minimum de texte, dans une langue qui est celle des jeunes et avec un message très clair. Ils représentent un excellent exemple à suivre. Du matériel éducatif similaire a été produit par la Section de l'alphabétisation de l'UNESCO, dans la série des histoires africaines.

L'**étude initiale** doit être suivie de recherches à caractère pratique, comprenant une ébauche de projet très claire incluant l'identification des outils nécessaires à la collecte de données telles que la perception des personnes, l'analyse de la disponibilité et de l'accessibilité de l'éducation, des actions au niveau communautaire, la prise en compte des infrastructures existantes et la valorisation du rôle de l'université dans la promotion de tels programmes. Il était prévu que ces

données puissent être utilisées par les parties prenantes dans des programmes d'intervention. Malheureusement, en 1999, il était clair que le manque de financement n'avait pas permis de réaliser les activités, bien que les documents de planification fussent prêts.

### Publications

Des **rapports de recherche** intitulés *Poverty revisited* et *Transition from Pre-School to Secular Basic Education. The Role of Higher Education* ont été préparés et sont un exemple des meilleures pratiques et de ce qui pourrait être réalisé si des financements étaient disponibles.

*Poverty revisited*, de Judith Bahemuka, propose une analyse et une évaluation, accompagnées d'études de cas, de la pauvreté au Kenya en lien avec l'inégalité en matière d'éducation, de la santé, du pouvoir de décision des femmes et de la pauvreté en milieu rural.

*Transition from Pre-school to Secular Basic Education : The Role of Higher Education* examine différents types d'écoles maternelles dans le district de Garissa et l'incidence des facteurs culturels tels que le mode de vie nomade des Somalis, la désertification ou la sécheresse sur la fréquentation scolaire des enfants. Les problèmes d'environnement qui affectent la possibilité de fréquenter l'école sont, notamment, les attitudes négatives des parents.

Le rapport *Community-Based Preparatory Work and Preparation for the Pilot Project*, soumis à l'UNESCO en 1998, illustre les conflits d'intérêts qui se manifestent dans le domaine de l'éducation entre les systèmes coloniaux et les systèmes culturels, et la crainte de l'acculturation qu'ils induisent, notamment dans les familles musulmanes du fait de l'enseignement des valeurs chrétiennes dans les écoles.

En outre, le rapport recommande des programmes et des discussions visant à la résolution des conflits inter-claniques dans les villages, ainsi que l'élaboration de programmes spéciaux destinés à permettre aux réfugiés (qui sont plus de 300 000 dans certaines des zones concernées par l'étude) et aux victimes de catastrophes naturelles de retrouver leur mode de vie pastoral.

Les problèmes et les programmes d'intervention proposés sont les suivants :

<u>Problème</u>	<u>Solution proposée</u>
- les enfants n'ont pas le droit de fréquenter l'école pour des raisons religieuses	sensibilisation aux avantages de l'enseignement laïc
- mode de vie nomade	programmes d'éducation mobiles
- environnement rude, aride ou semi-aride	enseignement des compétences nécessaires à la survie
- aller chercher de l'eau ou du combustible freine l'éducation des femmes	discussions avec les donateurs pour améliorer la situation
- insécurité causée par des attaques de bandits	et programmes hydrologiques plus de personnel de sécurité dans les districts

Le rapport se conclut en suggérant encore les programmes d'intervention suivants :

- Activités destinées à atténuer la pauvreté et générer des revenus susceptibles d'améliorer la nutrition et la santé des enfants et de payer l'école ;

- Programmes d'alimentation scolaire – qui incitent les enfants à rester à l'école ;
- Programmes destinés à améliorer la situation sanitaire et alimentaire, particulièrement parmi les personnes déplacées, et la formation de gestionnaires locaux ;
- Programmes de sensibilisation des parents à l'importance de l'enseignement pré-scolaire pour l'enfant et la société – et améliorations de la formation des maîtres, de l'équipement et des conditions de travail des enseignants ;
- Compétences nécessaires à la survie pour les habitants des zones touchées par la sécheresse et par les pluies causées par El Niño ;
- Programmes hydrologiques destinés à fournir des quantités suffisantes d'eau pour le bétail.

Ce rapport fournit donc des détails concrets et des exemples de projets communautaires liés à la recherche universitaire, qui pourraient être mis en œuvre dans la plus grande partie du monde en développement. Il s'agit là d'un exemple des meilleures pratiques en matière de planification.

Par ailleurs, des liens ont été établis avec d'autres chaires et réseaux UNESCO en Afrique et à l'échelle mondiale. Un plan de travail a également été rédigé pour les activités de la chaire jusqu'à 2001.

### ***Impact***

La chaire a mis en place des méthodologies de recherche à l'échelle communautaire applicables à l'étude de l'éducation de base et de la santé communautaire pour les femmes. A cet égard, priorité a été donnée à certains des principaux problèmes liés à l'atténuation de la pauvreté au Kenya : les personnes défavorisées dans les communautés rurales, l'accès des pauvres au financement, l'accès à la santé et à l'éducation comme moyen de combattre le dénuement.

La chaire est fortement soutenue par les autorités universitaires et projette de s'étendre à d'autres universités d'Afrique australe et orientale. Comme cette chaire a une relation directe avec les priorités de financement des bailleurs de fonds, il est important de favoriser des liens plus étroits, de telle sorte que l'université soit considérée comme un partenaire majeur pour les recherches pertinentes et pour des projets de formation dans le domaine de l'atténuation de la pauvreté.

Cette chaire a manifestement obtenu bon nombre de résultats de recherche quantifiables – particulièrement sur les problèmes de santé comme l'assainissement et l'information sur le VIH/Sida. Elle a étudié les moyens d'intégrer aux programmes scolaires des connaissances utiles pour la vie, compte tenu de la prévalence de la malnutrition, des grossesses chez les élèves, des mariages forcés d'enfants, des mutilations sexuelles, de la violence et des abus sexuels, etc. En d'autres termes, elle a pour but l'autonomisation des jeunes et, particulièrement, des femmes et des jeunes filles.

Il apparaît toutefois que certains de ces excellentes idées de projets communautaires ne peuvent se matérialiser, faute de financement. Cette situation devrait être une préoccupation pour les agences de financement et pour l'UNESCO, du fait de l'influence très importante de son soutien moral.

### **Conclusion**

Les chaires de la région Afrique doivent être considérées comme un tout, non seulement parce qu'elles traitent de sujets comparables, mais plus encore parce qu'elles se concentrent sur les principaux problèmes d'environnement, d'éducation et de société du continent africain. Il est regrettable que les financements aient été si difficiles à obtenir et que les organisations bailleuses de fonds et les ONG n'aient pas participé plus activement et apporté plus de soutien aux programmes, bien qu'il y ait des exceptions.

Une manière d'aller de l'avant serait de donner plus de visibilité à ces programmes : on pourrait, par exemple commencer par financer des présentations vidéo, avant de s'adresser aux gouvernements et aux organisations bailleuses de fonds, voire aux entreprises multinationales.

\*\*\*\*

La chaire du **Brésil** comporte des programmes comparables à ceux des chaires d'Afrique, et auxquels s'appliqueront les mêmes critères d'évaluation, de critique et de suivi.

### **Chaire UNESCO sur le développement durable et les questions d'équité entre les sexes :**

#### **« Femmes, inclusion sociale et développement durable »**

Etablie à l'Institut de psychologie de l'Université fédérale de Rio de Janeiro, ce programme propose des formations et des activités de recherche à de futurs spécialistes du développement abordant des questions telles que l'alphabétisation, la santé communautaire et l'intégration sociale des groupes marginalisés. La dimension sexospécifique de cette formation se voit accorder une attention particulière.

### **Antécédents**

En Amérique latine, les universités ont plus été des lieux de concurrence que d'équité. Dans un pays qui compte 70% d'analphabétisme, seules 11% des femmes poursuivent des études jusqu'au niveau universitaire. Toutefois, au cours de la dernière décennie, les chiffres se sont considérablement améliorés. Les femmes inscrites représentent 54% dans l'enseignement supérieur, 42% en droit, 55% en sciences naturelles et 43% en mathématiques et informatique. Toutefois, un article de *Women, Power and Academy* (2000) note une différence entre les chiffres et la réalité d'un « partage du pouvoir » qui ne viendra que d'une autonomisation des femmes dans les domaines socio-économique, politique, technologique, culturel et spirituel (52-58). Il importe que les universités reconnaissent leur rôle social et développent des partenariats avec les communautés, et que les stages organisés par les universités se fassent localement. Il est également encourageant que les femmes d'Amérique latine s'organisent aujourd'hui en réseaux.

### **Résultats**

Des **cours d'alphabétisation** destinés aux femmes issues de groupes minoritaires de la ville de Rio de Janeiro ont été mis en œuvre dans le cadre d'un projet de 1996-1997.

Un projet de recherche a été consacré à **la mobilisation sociale et la participation communautaire**, centré sur la formation des femmes en vue de leur engagement citoyen en faveur d'un programme d'environnement destiné à améliorer la qualité de la vie et la reconquête d'un environnement littoral dégradé. Ce projet était parrainé par l'Etat de Rio de Janeiro. Il touchait les sept communes situées autour de la baie de Guanabara avec une population de plus de 3 millions d'habitants, et particulièrement la communauté de Belford Roxo. Il faisait partie d'un programme de sensibilisation à la pollution de l'environnement. En janvier 1998, la chaire avait réparti en sept équipes un groupe de cent chercheurs : une équipe mobile et trois équipes de supervision chargée de l'évaluation des résultats, et trois équipes de documentation.

Un séminaire spécifique sur le thème « **mobilisation sociale et participation communautaire** » s'est tenu à Rio en 1998 pour examiner les résultats du projet. La documentation produite comporte une vidéo, et une banque de données a été réalisée.

*Women out of Place (Mulheres fora do lugar)* est une vidéo de dix minutes présentant quatre femmes de quartiers pauvres, chez elles, occupées à constituer des réseaux et à se former. Il a été jugé important de replacer ces éléments dans le contexte des vies de ces femmes, en recourant au modèle de Collier pour la recherche psycho-sociologique de base et aux théories de l'anthropologie visuelle (1992). Comme l'exprime le rapport : « Alors même que nous avons rencontré des femmes extrêmement actives dans leurs communautés, reconnues non seulement par leurs voisins, mais aussi par les structures locales de pouvoir, elles ne considéraient pas ce qu'elles faisaient comme du « travail » (rapport 1999-2000, 1).

Des **cours d'éducation civique** ont parfois été organisés le soir et le week-end pour permettre aux femmes d'apprendre quelques éléments de droit en matière de santé, d'éducation, etc., et pour souligner l'importance de la mise en pratique du savoir. Cette activité s'inscrit dans un programme visant à l'autonomisation des femmes, qui permet à ses bénéficiaires d'apprendre à articuler leurs besoins et la conscience de leurs droits. L'accent a été mis sur les liens avec la tradition culturelle locale.

### **Impact**

L'interaction entre recherche et formation qu'encourage par cette chaire est la vitrine d'une nouvelle relation et d'une nouvelle coopération entre les partenaires au sein de la communauté – l'Université, l'Etat et la société civile. A cet égard, tout le projet a pour objectif de proposer un suivi concret des principaux Sommets mondiaux des années 1990 (Rio : environnement ; Copenhague : développement social ; Istanbul : habitat humain).

L'approche interactive qui a été celle du programme forme également les jeunes étudiants et chercheurs aux stratégies et à l'application de connaissances, et offre un soutien novateur. Les chercheurs étudient les pratiques d'interaction sociale dans les zones défavorisées en vue de renforcer les capacités sociales des populations concernées. Ces activités sont réalisées en coopération avec des experts nationaux et internationaux des diverses disciplines concernées (comme la psychologie, l'économie, les études sur la population et l'environnement, et la sociologie).

Ce projet est pertinent et de qualité. La souplesse de ses modalités de mise à jour des contenus, lui permet d'assurer une meilleure coordination entre recherche et formation.

\* \* \* \*

***Activités régionales parallèles***

Bien que cette évaluation ne porte que sur les sept projets qui entrent directement dans le cadre du Projet spécial sur les femmes, l'enseignement supérieur et le développement, il convient de noter que plusieurs autres initiatives régionales liées à la question du genre ont eu lieu. Des chaires sur les questions relatives au genre ont été lancées au Kirghizistan, en Pologne, en République de Corée, en Tunisie et au Maroc. Des projets ont également été lancés dans l'Iowa (Etats-Unis d'Amérique) et en Inde.

## **Troisième partie**

### **Evaluation et recommandations**

#### **1. Pertinence et efficacité**

La pertinence du Projet spécial est indiscutable. Non seulement il concourt aux objectifs du programme UNITWIN et Chaires UNESCO en renforçant la coopération entre institutions d'enseignement supérieur, mais il contribue aussi considérablement à étendre les liens entre les institutions d'enseignement supérieur et le développement humain durable. Le travail de constitution de réseaux a été très important et de nombreux « projets-phares » ont été entrepris à l'échelle mondiale. Malgré le manque de financements, beaucoup a été fait. Le choix du thème « Les femmes et la science » pour les chaires en Afrique est excellent, comme l'ont confirmé les documents de la Conférence mondiale sur la science tenue à Budapest (1999), où l'UNESCO se situait à l'avant-garde en reconnaissant que l'accès aux sciences et à la technologie et leur compréhension était l'objet de l'une des principales inégalités de notre société.

La diversité d'impact des différents programmes illustre la diversité des approches et des stratégies innovantes destinées à accroître la participation des femmes et des filles à tous les niveaux de la société. L'importance des liens avec la base ne doit pas être sous-estimée.

L'un des résultats de ces programmes est que la pertinence du travail de recherche au niveau la communauté a été renforcée, et qu'une nouvelle perception de l'université comme acteur social a émergé.

De ce point de vue comme de celui de l'efficacité, on ne peut qu'admirer les efforts déployés, compte tenu du manque de financements. Il est manifeste que les titulaires des chaires et les responsables des réseaux sont des organisateurs et des gestionnaires compétents. Toutefois, certains des programmes présentent le danger d'être trop liés à la personnalité de leur responsable, et de ce fait très vulnérables si le successeur de celui-ci – à supposer même qu'il y en ait un – n'était pas aussi efficace. Ainsi, la vulnérabilité de ces activités est grande, et tout particulièrement dans un contexte où les priorités se déplacent de l'enseignement supérieur à l'éducation de base.

#### **2. Durabilité**

Des programmes continus de la nature de ceux que constituent les Chaires sont indispensables pour assurer la participation des femmes à la société civile, mais aussi pour faire en sorte que le contrôle global des ressources et l'information nécessaire l'enseignement supérieur soient accessibles à tous. L'objectif général d'un *projet spécial* est de se concentrer sur les meilleures pratiques, en vue de favoriser la promotion d'un groupe-cible particulier.

La durabilité de ces programmes dépend, néanmoins, du soutien économique dont ils bénéficient et des équipes d'experts qui leur sont affectées. Le problème principal a clairement été celui d'un financement inadapté et de coupes budgétaires qui ont affecté la mise en œuvre des activités projetées, ce qui influe, à son tour, sur les stratégies d'évaluation. Le lien avec le développement durable suppose un

engagement, au niveau national, à financer ces activités et à leur donner un caractère prioritaire, et l'on peut se demander pourquoi ce principe n'a pas été suivi d'effet.

Il s'agit là d'une situation regrettable, des projets de cette nature étant supposés être les réponses les plus visibles de l'UNESCO aux grandes conférences comme celles de Beijing, de Rio, de Copenhague, d'Istanbul et de Budapest. Ils fournissent également un apport concret à l'ensemble du système de suivi des progrès de la condition féminine qui a été mis en place sous le contrôle du Secrétariat des Nations Unies à New York. Dans l'intérêt de sa crédibilité, un agence qui entreprend un Projet spécial doit s'assurer que les conditions optimales de mise en œuvre des activités sont réunies.

Malgré ces obstacles, le Projet spécial sur les femmes, l'enseignement supérieur et le développement a, en substance, obtenu des résultats intéressants et utiles. Qui plus est, il a étendu son champ d'action à un nombre significatif de partenaires et, de la sorte, facilité la constitution de réseaux d'experts dans les domaines concernés.

### **3. Recommandations**

Il est essentiel que le *Projet spécial sur les femmes, l'enseignement supérieur et le développement* se poursuive, et que ses problèmes financiers soient traités. Compte tenu de l'importance que donnent à l'éducation de base le *Cadre d'action* de Dakar et les critères de référence de Beijing + 5, sans une coopération entre les institutions d'enseignement supérieur et la communauté, il y a peu d'espoir d'atteindre ces objectifs.

Ces recommandations doivent être lues dans le contexte de Beijing + 5 et du *Cadre d'action* de Dakar, ainsi que du suivi de la CMES et de la stratégie de l'UNESCO pour 2002-2007 visant à faire prendre en compte les sexospécificités, qui appellent au développement d'un « réflexe d'équité entre les sexes ». Plusieurs des objectifs stratégiques cités dans ce dernier document conviennent à l'incorporation dans le Projet spécial :

- Promotion de principes et de normes éthiques destinés à guider le progrès scientifique ;
- Amélioration de la sécurité humaine par une meilleure gestion de l'environnement et des transformations sociales ;
- Protection de la diversité culturelle et encouragement du pluralisme et du dialogue interculturel ;
- Renforcement des liens entre culture et développement (...) par le partage des connaissances ;
- Promotion de l'expression du pluralisme et de la diversité culturelle dans les médias et les réseaux mondiaux d'information ;
- Comblement des écarts dans le domaine de la communication et de l'information, et notamment du fossé numérique.

(Note de discussion pour *Gender Mainstreaming*, 2000, 2)

Pour la suite du Projet spécial, l'objectif principal devrait être de continuer à préférer aux discours les solutions pratiques.

### ***Recommandations pour l'UNESCO***

1. Les **paramètres d'évaluation** doivent être fixés par l'UNESCO. Bien qu'un format général ait été convenu pour couvrir les aspects quantitatifs et qualitatifs du projet, ce format n'a pas été unifié au niveau local. Un meilleur cadre d'élaboration des rapports accroîtrait la visibilité des activités du Projet spécial.

On peut suggérer un questionnaire, qui pourrait être complété par un rapport rédigé.

2. **Critères de contrôle de qualité.** Il convient d'élaborer et de mettre en pratique des directives à cet effet. Il ne suffit pas que les institutions aient leurs propres instruments de contrôle de qualité : les facteurs d'un contrôle de qualité externe et international doivent également être définis. Cette question a été soulevée lors de la 7<sup>e</sup> Consultation collective des ONG de l'enseignement supérieur en novembre 2000.

De telles directives devraient aussi comprendre des facteurs d'analyse des conséquences, qui seraient utiles pour l'obtention de financements.

3. **Financement.** Des stratégies doivent être élaborées pour résoudre les problèmes de financement de ces projets. Deux stratégies sont recommandées :

a) des ateliers de formation à la gestion de projets, qui mettront l'accent sur l'acquisition des compétences nécessaires à la mobilisation de financements ;

b) une liste de sources de financement possibles devrait être établie par domaines d'intérêt et par pays, particulièrement lorsque les ressources consacrées au thème des femmes sont réduites. La question du financement est souvent rendue plus difficile par la complexité des procédures de financement, et un temps précieux est souvent perdu à solliciter des financements qui ne sont pas disponibles pour ce type de projets. La coopération avec les institutions de financement et les ONG pour la mise en œuvre de cette recommandation est essentielle.

4. **Des critères de procédure** doivent être établis. Ils sont de la plus grande importance pour le suivi et la poursuite du projet.

### ***Recommandations pour les programmes de chaires et réseaux***

5. **Ateliers et séminaires de méthodologie et de stratégie.** Les ateliers et séminaires actuels doivent continuer à diffuser des exemples des meilleures pratiques. La visibilité des activités dans ce domaine doit être accrue dans le cadre du programme, avec les financements nécessaires pour faire largement connaître et rendre accessibles vidéos et publications.

6. Des **manuels régionaux sur les meilleures pratiques** doivent être élaborés et financés par les bureaux régionaux. Cette initiative contribuerait à lever les barrières culturelles qui s'opposent au progrès de la condition féminine. Les documents produits jusqu'ici sont bons mais, pour briser les barrières culturelles, il

faudra se fonder sur les traditions culturelles et les langues locales. Les histoires africaines du programme de la Division de l'alphabétisation et les résultats de l'atelier UNESCO/DANIDA consacré à l'élaboration de matériel de lecture pour la post-alphabétisation en sont un bon exemple, tout comme les documents de formation élémentaire produits par la chaire du Kenya.

**7. Programmes de formation transdisciplinaire pour la compréhension de la diversité culturelle** dans les pays développés comme en développement. Ces programmes devraient inclure à la fois la théorie et la pratique. La spécialisation accrue dans le monde universitaire et l'étendue des progrès de la mondialisation ont donné lieu à une demande accrue de connaissance des autres cultures. La compréhension et la connaissance de la diversité culturelle de la région ou du continent contribueraient à résister aux stéréotypes répandus à l'échelle mondiale et au pouvoir des médias.

De tels programmes pourraient également être un lien permettant de promouvoir l'éducation pour une culture de la paix.

**8. Programmes d'initiation.** Les institutions d'enseignement supérieur devraient être à l'avant-garde, dans le domaine de la formation élémentaire, pour mener des recherches, élaborer des programmes et superviser leur mise en œuvre et leur évaluation. Des critères de contrôle de qualité devraient également être mis en place. De tels programmes devraient être intégrés dans les travaux de chacun de ces sept projets. L'un des objectifs de l'enseignement supérieur et l'une des recommandations de la CMES est un engagement clair de la communauté à diffuser la connaissance.

Un besoin criant se fait sentir de programmes d'initiation à la **santé**, aux **droits humains** et au **droit**, à l'**économie** et à l'**informatique**. D'importantes recherches et plusieurs études ont déjà été réalisées sur l'insuffisance fonctionnelle de savoirs élémentaires – il est temps de passer à la mise en œuvre. Ce besoin se manifeste à tous les niveaux de l'éducation, mais il est essentiel à une pleine participation à la société du savoir qui est la nôtre et à l'accession des femmes à des postes de décision. Des programmes visant spécifiquement les femmes devraient s'employer à remédier à ce manque, quel que soit le niveau d'éducation des femmes concernées. La coopération active avec les ONG de femmes, dont beaucoup ont une expertise en ce domaine, serait une stratégie à poursuivre.

**9. Programmes de recyclage pour « néo-alphabétisés ».** De nombreuses personnes, aujourd'hui, de toutes conditions sociales et dans le monde entier, sont des « néo-alphabétisés ». Faute de pratique, ou d'une éducation assez longue, ces personnes ont, par exemple, perdu la capacité de lire et d'écrire correctement. Ce sont les femmes qui sont le plus susceptibles de se trouver dans cette situation, du fait que leur éducation est souvent plus courte et qu'elles ne sont pas maintenues en contact avec un environnement qui les force et les encourage à entretenir leurs compétences. Les institutions d'enseignement supérieur devraient s'employer à rechercher des moyens d'améliorer et de conserver les compétences acquises et de remédier à leur perte.

10. Les **programmes interdisciplinaires** doivent être poursuivis, étendus et orientés vers des cibles spécifiques telles que :

- les systèmes de gestion de l'eau ;

- l'information et la prévention en matière de VIH/Sida ;
- l'enseignement scientifique et technologique.

**11. Matériel didactique prenant en compte les questions de genre et de culture.** Des ateliers et séminaires pourraient être organisés sur l'élaboration de matériel de ce genre, qu'il soit destiné à l'enseignement, à des documents officiels ou au secteur éducatif non-formel. De nombreux documents des récentes conférences mondiales et des Nations Unies manifestent un manque de compréhension de ces phénomènes.

**12. Coopération avec les ONG.** Il s'agit d'un aspect du Projet spécial qui ne s'est pas réalisé comme prévu. Les ONG, qui incarnent les questions particulières sur lesquelles elles travaillent, situant la question du genre par rapport aux grandes tendances, peuvent contribuer à poursuivre le bon travail réalisé par les chaires. Les ONG de femmes sont aujourd'hui des groupes de pression extrêmement actifs qui travaillent pour les droits des femmes et la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing. Il convient de les encourager à prendre une part active au Projet spécial.

La coopération peut consister à recourir à l'expertise des ONG de femmes, à travailler avec des groupes d'ONG comme Five-O pour la mise en œuvre de programmes, ou à obtenir leur soutien pour des demandes de financement ou de parrainage.

**13. Banque des talents des femmes diplômées.** L'UNESCO a proposé de mettre sur pied une banque des talents pour femmes diplômées, en coopération avec l'IFUW. Cette banque pourrait être liée aux chaires, dans la mesure où celles-ci sont en contact avec les femmes concernées.

**14. Bulletin.** Pour accroître la visibilité du Projet spécial, un bulletin (une page recto-verso), résumant certaines des actions engagées et certains des programmes mis en œuvre pourrait être publié au moins une fois par an. En complément des rapports remis, au niveau central, à l'UNESCO, ce bulletin renforcerait la portée du programme et permettrait une coopération plus étroite, dans la mesure où certains des projets présentent des similitudes remarquables.

**15. Sites Web.** Il conviendrait d'obtenir des financements pour permettre à chaque chaire et à chaque réseau d'établir un site Web pour diffuser les résultats des projets. Cela ajouterait non seulement à la visibilité de ce qui a été accompli, mais permettrait aussi l'identification des projets actuels entrepris dans le cadre de ce Projet spécial. Dans l'état actuel des choses, les réseaux ou chaires qui ont des sites Web font partie d'un site Web plus étendu, et il n'est pas toujours aisé d'identifier les initiatives spécifiques du Projet spécial.

**16. Apprentissage virtuel.** Les chaires et les réseaux pourraient jouer un rôle de suivi des programmes d'universités virtuelles dans leur région, encadrer ceux qui sont particulièrement adaptés aux besoins des femmes et, dans une étape ultérieure, coopérer au développement des cours.

L'évaluation de ces cours est nécessaire à l'évaluation du rôle que de tels cours devraient et peuvent jouer dans l'enseignement supérieur. Leur coût et leur efficacité devraient être mesurés par comparaison avec les méthodes pédagogiques

conventionnelles, formelles et non-formelles. Les étudiants formés aux évaluations de ce type seront précieux pour leurs communautés.

Ces éléments pourraient être liés aux programmes d'initiation suggérés ci-dessus.

**17. Ethique de la génétique et des biotechnologies.** Les chaires et les réseaux de sciences devraient prévoir des programmes destinés à répondre à ces questions cruciales pour les femmes. Il est d'une importance essentielle que les sexospécificités soient prises en compte dans ces programmes et que les conséquences, tant scientifiques que sociales, de ces recherches pour les femmes et les jeunes filles soient définies.

**18. Intégration des sexospécificités dans les médias.** La plupart des sept projets étant destinés au monde en développement, les ateliers de formation à l'usage et à l'interprétation des médias pour les étudiants et les communautés locales sont un rempart contre le capitalisme mondial et le pouvoir mondial des médias. En particulier, il est nécessaire de lutter contre les stéréotypes qui visent les femmes et les jeunes filles.

**19. Implication des hommes.** Bien que les chaires et les réseaux soient spécifiquement destinées à améliorer la situation des femmes, l'implication des hommes dans les programmes du projet est souhaitable, pour que des changements d'attitude puissent se produire.

Il importe d'explorer des voies novatrices pour y parvenir, sans perdre de vue l'objectif initial de ce Projet spécial.

### ***Conclusion***

Les résultats positifs du Projet spécial sont conformes aux objectifs qui avaient été définis lors de son lancement : le renforcement de la solidarité entre institutions d'enseignement supérieur du Nord et du Sud et la promotion du développement humain durable. L'action fondée sur la recherche en était une modalité essentielle, et les rapports et publications analysés dans cette évaluation prouvent que ces critères ont été remplis.

Le Projet spécial a mis en œuvre avec succès des programmes et des projets destinés à accroître l'accès et la participation des femmes aux sciences et à des postes de responsabilité à tous les niveaux de la gestion des institutions d'enseignement supérieur.

Il en est résulté de nombreux exemples des meilleures pratiques, par l'intermédiaire de ses programmes interdisciplinaires. Toutefois, les évolutions de carrière des participants devraient être décrites et intégrées dans les prochains rapports pour rendre visible l'impact des projets. Pour l'avenir, la tâche est de mettre en œuvre ces programmes dans d'autres enceintes, de leur donner un effet démultiplicateur et d'accroître leur visibilité.

Les évolutions principales ont été :

- **Un plus grand intérêt pour les projets dans le domaine de l'égalité entre les sexes**, ce qui remplit l'un des objectifs principaux du Projet spécial. 80% du financement du projet étant allé aux bureaux régionaux, ceux-ci ont eu la responsabilité de fournir une assistance financière à ces nouvelles initiatives.

- **L'importance de la sensibilisation.** La sensibilisation est un concept et un facteur essentiels du progrès de l'égalité entre les sexes, mais sa nature n'est pas toujours claire. Le débat thématique sur les femmes qui s'est tenu lors de la CMES a distingué deux domaines particulièrement dignes d'attention : les obstacles culturels au progrès de la condition des femmes et leur rôle dans le processus décisionnel. Certains programmes se sont concentrés directement sur la lutte contre les obstacles culturels, domaine dans lequel beaucoup reste à faire. D'autres ont mis l'accent sur le processus décisionnel.

Dans le cadre de ce rapport, il n'a pas été possible de faire plus que de survoler certaines des questions d'éducation sur lesquelles les femmes impliquées dans l'enseignement supérieur et les institutions des Nations Unies travaillent, peuvent travailler et doivent travailler pour améliorer, à l'échelle mondiale, la situation des femmes et des jeunes filles. Ce Projet spécial est un grand pas dans cette voie. On peut espérer que les recommandations formulées ci-dessus, si elles sont mises en œuvre, en seront encore un autre.

Bergen, juillet 2001

### **Indications bibliographiques**

#### **Documents de l'UNESCO**

*Programme UNITWIN et Chaires UNESCO. Note d'information et Directives pour la soumission de Propositions de projet.*

*Special Project : Women, Higher Education and Development, Note d'information, UNESCO, 1996.*

*Action Strategy for Women, Higher Education and Development. UNESCO, 1996*

*Special Project: Women, Higher Education and Development. Rapport d'activité 1998-1999, UNESCO, 1999.*

*Women in Higher Education Management. UNESCO, 1992.*

*Programme d'action de l'UNESCO pour l'égalité entre les genres. Note d'orientation pour la 4e Conférence mondiale sur les femmes, UNESCO, 1995.*

*Women, Gender and Development UNESCO, 1995.*

*Déclaration de Beijing et Programme d'action de la 4e Conférence mondiale sur les femmes, New York, Nations Unies, 1996.*

Kearney, Mary-Louise et Rønning, Anne Holden (dir.), *L'Université au féminin*. Paris, UNESCO, 1997.

Kearney, Mary-Louise (dir.), *Women, Power and the Academy: From Rhetoric to Reality*. UNESCO/Berghahn Books, 2000.

Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur. Divers documents, notamment :

*Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le XXIe siècle et Cadre d'action prioritaire pour le changement et le développement de l'enseignement supérieur, UNESCO, 1999.*

*L'enseignement supérieur au XXIe siècle : Vision et Actions. Rapport final, UNESCO, 1998.*

*Femmes et enseignement supérieur. Questions et perspectives : Débat thématique, 1998*

Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur. Notes de discussion sur :

*Femmes et enseignement supérieur*

*Les personnels de l'enseignement supérieur*

*La contribution de l'enseignement supérieur à l'ensemble du système éducatif*

*L'enseignement supérieur et la recherche*

*Mobiliser le pouvoir de la culture  
Promouvoir une culture de la paix*

Khadria, Binod, "The Societal Agenda for Women in Higher Education." Communication présentée à la CMES, 1998.

Poskitt, Elizabeth, "Women in Higher Education." *International Universities Bureau Newsletter*. vol. 5 n°.1 1999: 1-2.

*Gender and Higher Education - A Sea Change. Report on the Thematic Debate entitled Women and Higher Education: Issues and Perspectives*, UNESCO, 1999.

*Réunion du Comité international de suivi de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur. Rapport final*, UNESCO, 2001.

*Stratégie à moyen terme 2002-2007. Contribuer à la paix et au développement humain à l'ère de la mondialisation*, UNESCO, 2000.

*UNESCO's Gender Mainstreaming Strategy. Outline for 20002-2007. Advance copy of discussion paper*, UNESCO, 2000.

*Cadre d'action de Dakar: Tenir nos engagements collectifs*, UNESCO, 2000.

*Access to Higher Education and IT: Revolution or Solution. Note d'orientation pour la 7e consultation collective des ONG de l'enseignement supérieur*, 2000.

*Egalité et équité entre les genres : tour d'horizon des réalisations de l'UNESCO depuis la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing 1995*, UNESCO, 2000.

*Globalization: The Power of Education to Effect Change*, résumé des communications présentées à la table ronde FIFDU/FIFCLC/UNESCO, 44e session de la Commission de la condition de la femme, New York, 2000.

Davies, John L., *La gestion de l'enseignement supérieur. Formation et perfectionnement : les indicateurs de la qualité*, Nouveaux cahiers sur l'enseignement supérieur, Etudes et recherches, UNESCO, 1996.

Brovetto, Jorge et Van Dijk, Pieter, *Rapport d'évaluation externe du Programme UNITWIN / Chaires UNESCO*, 2000.

*African Stories*. Results of the UNESCO/DANIDA workshops for the preparation of post-literacy reading materials and radio programmes for girls and women in Africa. Literacy and Non-Formal Education Section, Division of Basic Education, UNESCO.

*Gender Sensitivity: A Training Manual*. Literacy Section. UNESCO, 1997.

## **Chaires et réseaux**

### ***Projet de l'ACU***

"*Linking Higher Education to Basic Education*," *Workshop Report* Langkawi, Malaysia, mars 1997.

*Women Managers and Higher Education*, CHES Workshop Papua New Guinea, vol.2, 1995.

---. CHES Workshop Cape Town, vol.2, 1996.

Gleeson, June, *EEO Case Studies: Good Practice Guidelines - A Synthesis*, New Papers on Higher Education: Studies and Research, UNESCO, 1998.

Harvey, Claudia et Williams, Gwendoline, *Women Managers in Higher Education 1986-1996*, ACU, 1996.

Parikh, Indira J., *Managing Personal and Professional Roles: A Training Module*, ACU-CHES, 1996.

Rowland, Margaret, *Management Development for Women: A Training Module*. ACU-CHES, 1996.

Singh, Jasbir K.S., *Women and Management in Higher Education. A Good Practice Handbook*, 2000.

<[www.acu.ac.uk](http://www.acu.ac.uk)>

### ***Réseau IOHE/OUI/UNITWIN***

Bond, Sheryl, *Service and Self-respect: Women Leaders in Latin American Universities*. New Papers on Higher Education: Studies and Research, UNESCO, 1997.

Rønning, Anne Holden et Kearney, Mary-Louise (dir.), *Graduate Prospects in a Changing Society*, Paris, UNESCO Publishing/Inter-American Organization for Higher Education, 1998.

<[www.oui-iohe.qc.ca](http://www.oui-iohe.qc.ca)>

### ***Chaire CCCRW, Oxford***

Rapports d'activité et de financement 1998 et 1999.

Kwesiga, " *Women, Higher Education and Development*", *Women and Higher Education: Issues and Perspectives*, UNESCO, 1998.

### ***Chaire AUA/UNESCO, Swaziland***

Makhubu, Lydia, *Women in Science and Technology in Southern Africa*, Rapports et appendices 1996, 1997, 1998.

### **Chaire AUA/UNESCO, Ghana**

Andam, Aba, *Women in Science and Technology*, Rapports 1997-1998.

---. *Women in Science and Technology*, brochure d'information, 1998.

---. *You Want Go Tech??: An Examination of the Hidden Curriculum*, 1998.

### **Chaire du Kenya**

*Women, Basic Education, Community Health and Sustainable Development*. Atelier de planification stratégique tenu pour le lancement de la Chaire, 1997.

Bahemuka, Judith, Nganda, Benjamin et Nzioka, Charles (dir.), *Poverty Revisited: Analysis and Strategies towards Poverty Eradication in Kenya*, 1998.

*Report on Community-Based Preparatory Work and Preparation for Pilot Project*, soumis à l'UNESCO, 1998.

*Transition from Pre-School to Secular Basic Education: The Role of Higher Education*, 1998.

### **Chaire du Brésil**

Rapports de 1996 à 1999

*Mulheres fora do lugar (Women out of Place)* - Vidéo.

Pires, Cintia Brasil Simoes, *Video: a Tool for Women's Empowerment*, Rapport sur un projet de video, 1999-2000.